



Actualisation du Document de Référence 2014

Rapport financier semestriel au 30 juin 2015 inclus

La présente actualisation du Document de Référence 2014 a été enregistrée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 7 août 2015, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle complète le Document de Référence 2014 enregistré auprès de l'AMF le 1^{er} avril 2015 sous le numéro D.15-0277. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cette actualisation du Document de Référence peut être consultée sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et celui de l'émetteur (www.atos.net).

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
A Personnes responsables	3
A.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence	3
A.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence	3
A.3 Responsables du contrôle des comptes	3
B Atos au premier semestre 2015	4
C Finance	6
C.1 Revue opérationnelle.....	6
C.2 Objectifs 2015	21
C.3 Revue financière	22
C.4 Etats financiers consolidés résumés semestriels.....	28
C.5 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015	50
D Gouvernance d'entreprise.....	51
D.1 Renouvellement et nomination d'administrateurs	51
D.2 Composition du Conseil d'Administration.....	51
D.3 Assemblée générale Mixte du 28 mai 2015.....	52
D.4 Rémunération et actionnariat des dirigeants.....	52
D.5 Emission obligataire	54
E Evolution du capital	55
E.1 Informations de base.....	55
E.2 Dividendes	56
E.3 Calendrier financier	56
E.4 Contacts	56
E.5 Capital.....	57
F Facteurs de risques.....	62
F.1 Litiges en matière fiscale et de contributions sociales	62
F.2 Litiges en matière commerciale.....	62
F.3 Litiges en matière sociale	63
F.4 Garanties de passif.....	63
F.5 Autres	63
G Implantations	64
H Table des matières détaillée	65

A PERSONNES RESPONSABLES

A.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence

Thierry Breton

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général d'Atos

A.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente Actualisation du Document de Référence 2014 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'Actualisation du Document de Référence 2014.

Thierry Breton,

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général d'Atos
Bezons, le 6 août 2015

A.3 Responsables du contrôle des comptes

Nomination et expiration des mandats

Commissaires aux comptes	Suppléants
Grant Thornton Victor Amselem <ul style="list-style-type: none">Nommé le 27 mai 2014 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019	Cabinet IGEC <ul style="list-style-type: none">Nommé le 27 mai 2014 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019
Deloitte & Associés Jean-Pierre Agazzi <ul style="list-style-type: none">Nommé le 30 mai 2012 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017	Cabinet B.E.A.S. <ul style="list-style-type: none">Nommé le 30 mai 2012 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

B ATOS AU PREMIER SEMESTRE 2015

Janvier

Atos a dévoilé sa vision dans *Ascent Journey 2018 – the 3rd digital revolution – agility and fragility*, et anticipe les transformations technologiques qui façonneront le monde des entreprises d'ici à 2018. Cette analyse est le fruit de recherches approfondies menées par les 100 meilleurs experts en technologies de la communauté scientifique d'Atos.

Février

Le **18 février**, Atos a annoncé ses résultats annuels 2014. Le chiffre d'affaires a atteint 9 051 millions d'euros, +5,1% par rapport à 2013 et -1,1% à périmètre et taux de change constants. Au cours du quatrième trimestre, l'évolution organique du chiffre d'affaires a été de +0,1%. La marge opérationnelle a été de 701,9 millions d'euros, représentant 7,8% du chiffre d'affaires, par rapport à 7,5% en 2013. Les prises de commandes ont atteint 9,1 milliards d'euros, soit un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires de 101%. Le carnet de commandes s'est accru de +0,9 milliard d'euros à 16,2 milliards d'euros, représentant 1,7 année de chiffre d'affaires. La trésorerie nette du Groupe a atteint 989 millions d'euros fin 2014. Le Groupe a généré en 2014 un flux de trésorerie disponible de 367 millions d'euros, par rapport à 365 millions d'euros en 2013. Le résultat net s'est établi à 283 millions d'euros, en hausse de +8,8% par rapport à 2013 et le résultat net part du Groupe a été de 265 millions d'euros, en hausse de +1,4%. Le Groupe a annoncé son objectif 2015 d'augmentation du chiffre d'affaires et de la profitabilité, en ligne avec le plan à trois ans et en s'appuyant sur les réalisations de 2014.

Le **25 février**, PAI Partners a vendu à des investisseurs, dans le cadre d'un placement par constitution d'un livre d'ordres accélérée, la majeure partie de sa participation dans Atos SE, soit 9 200 000 actions représentant 9% du capital, à un prix par action de 63,25 euros.

Atos et EMC ont annoncé le **26 février** leur projet de renforcer leur alliance stratégique. Atos a décidé de réintégrer l'entité Canopy au sein du Groupe. EMC et VMware projettent de poursuivre leur investissement stratégique de long-terme avec Atos en devenant désormais actionnaires du Groupe. Ces évolutions permettront de poursuivre la forte coopération et le soutien d'EMC et de VMware avec Canopy, tout en renforçant le partenariat entre la fédération EMC (sociétés alignées au plan stratégique) et la division d'Atos Conseil & Intégration de Systèmes ainsi que celle nouvellement créée Big Data & Cyber-sécurité.

Avril

Atos a annoncé le **22 avril** son chiffre d'affaires pour le premier trimestre 2015. Au premier trimestre, le chiffre d'affaires a atteint 2 427 millions d'euros, soit +17,6% par rapport au premier trimestre 2014 et en hausse de +0,2% à périmètre et taux de change constants. Les prises de commandes ont atteint 2 198 millions d'euros, en hausse de +31,5% par rapport au premier trimestre 2014, soit un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires de 91%. Le carnet de commandes s'est élevé à 16,6 milliards d'euros, représentant 1,7 année de chiffre d'affaires. Le montant total pondéré des propositions commerciales s'est élevé à 5,6 milliards d'euros, soit 6,7 mois de chiffre d'affaires.

Mai

L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires d'Atos SE s'est réunie le **28 mai** sous la présidence de Thierry Breton, Président Directeur Général de la Société. La totalité des résolutions proposées par le Conseil d'administration a été adoptée. L'Assemblée Générale a notamment approuvé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2014, le versement d'un dividende de 0,80 € par action, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions ou en numéraire. L'Assemblée Générale a également renouvelé les mandats d'administrateur de Messieurs Thierry Breton, Bertrand Meunier et Pasquale Pistorio et ratifié la nomination de Madame Valérie Bernis en qualité d'administrateur.

Juin

Atos a tenu le **18 juin** en son siège à Bezons (France) une journée destinée aux analystes afin de présenter son nouveau profil et positionnement. A mi-parcours de son plan à 3 ans s'achevant en décembre 2016, Atos a accéléré sa transformation avec la réalisation de l'introduction en bourse de Worldline, l'intégration des opérations et des technologies de Bull et l'annonce du projet d'acquisition de Xerox ITO en Amérique du Nord.

Le Groupe a présenté une actualisation des objectifs « Ambition 2016 » à mi-parcours du plan à 3 ans 2014-2016 et en tenant compte de ses récentes réalisations. Par rapport à 2014, le groupe ambitionne de doubler son résultat net part du Groupe à environ 530 millions d'euros en 2016. Cette forte croissance sera portée par l'amélioration de la profitabilité, l'accroissement de la marge opérationnelle liée aux effets de périmètre, la baisse des coûts de réorganisation et un nouveau profil fiscal.

Atos a annoncé avoir réalisé avec succès le placement de sa première émission obligataire le **26 juin**. Le montant initialement prévu a été largement sursouscrit par une base large et diversifiée d'investisseurs institutionnels européens, ce qui a permis à Atos d'augmenter la taille de l'émission de 500 à 600 millions d'euros. L'emprunt obligataire totalise 600 millions d'euros avec une maturité de 5 ans et porte intérêt au taux fixe de 2,375%.

Le **30 juin**, Atos a finalisé l'acquisition de Xerox ITO qui renforce sa position de leader mondial dans les services numériques, pour un prix d'acquisition a totalisé 966 millions de dollars US (811 millions d'euros). Avec un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de dollars, l'Amérique du Nord devient la première zone géographique d'Atos dans laquelle le Groupe se positionne désormais en neuvième place dans les services d'externalisation informatique.

C FINANCE

C.1 Revue opérationnelle

C.1.1 Synthèse

Le chiffre d'affaires a atteint 4 941 millions d'euros au premier semestre 2015, soit +18,3% par rapport au premier semestre 2014 et en hausse de +0,3% à périmètre et taux de change constants. La croissance organique au deuxième trimestre 2015 a été de +0,3%, confirmant la tendance positive enregistrée au quatrième trimestre 2014 (+0,1% de croissance organique) et au premier trimestre 2015 (+0,2% de croissance organique).

Représentant 50% du Groupe, le chiffre d'affaires en **Infogérance** s'est élevé à 2 488 millions d'euros, en hausse de +16,3% par rapport au premier semestre 2014 et de +0,8% à périmètre et taux de change constants. La croissance a été portée en particulier par le Royaume-Uni qui a bénéficié des grands contrats de BPO. La Ligne de service a également bénéficié de la montée en puissance de contrats importants en Infogérance au Royaume-Uni, en France, en Amérique du Nord et dans les « Autres Entités Opérationnelles ». La Ligne de Service a par ailleurs été impactée par des décélérations et des réductions de périmètre en Allemagne, en Amérique du Nord et au Benelux. Au cours du deuxième trimestre, la tendance du chiffre d'affaires en Infogérance s'est améliorée significativement par rapport au premier trimestre dans la majorité des entités opérationnelles. En particulier, la France a bénéficié de la montée en charge de grands contrats remportés l'an dernier. Les contrats signés récemment ont aussi bénéficiés à l'amélioration du chiffre d'affaires en Allemagne et au Benelux & Pays Nordiques.

Représentant 33% du Groupe, le chiffre d'affaires en **Conseil & Intégration de Systèmes** a atteint 1 612 millions d'euros, soit +7,3% par rapport au premier semestre 2014, et -2,4% à périmètre et taux de change constants. L'activité a été forte dans le Secteur Public, principalement au Royaume-Uni, en Europe Centrale & de l'Est et en France. Comme au premier trimestre, la baisse du chiffre d'affaires a été concentrée en Allemagne, principalement sur le secteur des télécoms.

Au cours du premier semestre 2015, le chiffre d'affaires en **Big Data & Cyber-sécurité** a représenté 5% du Groupe à 270 millions d'euros, soit une croissance organique de +4,2%. La croissance du chiffre d'affaires a été soutenue par une forte demande en produits innovants et a découlé d'une grande activité dans le Calcul Haute Performance (HPC) en France, principalement dans le secteur public, notamment avec le Ministère de l'Intérieur et dans les secteurs de la défense et de la recherche. La croissance du chiffre d'affaires est également venue de l'Allemagne avec des ventes de HPC à DKRZ ainsi qu'à l'Université de Dresde. En Sécurité, la cyber-sécurité a enregistré une performance solide, portée par la France, compensant partiellement des reports de commandes en Suisse.

Reportant en tant que société cotée, **Worldline** a augmenté son chiffre d'affaires de +4,1%. Sous l'angle contributif, le chiffre d'affaires de Worldline a été de 571 millions d'euros, en hausse de +3,9% par rapport au premier semestre 2014. Toutes les lignes d'activités ont connu une croissance organique positive. En Services Commerçants & Terminaux, cette croissance a été portée par l'Acquisition Commerçants et par le dynamisme de l'activité Terminaux. Les principaux moteurs de croissance de Traitements de Transactions & Logiciels de Paiement ont été la Banque en Ligne et les activités de Licences de solutions de Paiement. Le chiffre d'affaires s'est accru en Mobilité & Services Web Transactionnels grâce à des volumes plus importants en billetterie électronique et de nouveaux projets en Amérique Latine ainsi qu'avec de nouveaux contrats signés au Benelux en Services Numériques pour les Gouvernements.

La marge opérationnelle a été de 345,6 millions d'euros, en hausse de +26% par rapport à l'an dernier et représentant 7,0% du chiffre d'affaires, soit une amélioration de +60 points de base à périmètre et taux de change constants. La marge a augmenté dans plusieurs zones géographiques bénéficiant de la réduction des coûts indirects, des économies de coûts générées dans le cadre du Programme Top Tier One et des premières synergies sur périmètre de Bull, ainsi que du programme d'optimisation continue de ses régimes de retraites réalisé depuis 2013 et qui sont matérialisés au premier semestre 2015 par un effet positif de 20 millions d'euros en Allemagne et de 18 millions d'euros dans les coûts centraux. L'amélioration est venue du Royaume-Uni où la marge opérationnelle a fortement crû en ligne avec l'augmentation du chiffre d'affaires et du fait de décalages sur des projets comptabilisés au premier semestre 2014. En France, l'augmentation de la marge opérationnelle a été portée par la contribution du Big Data & Cyber-sécurité, de l'Infogérance et des actions du Programme TOP combinées à des mesures de gestion de ressources, compensant la baisse de chiffre d'affaires en Conseil & Intégration de Systèmes. Benelux & Pays Nordiques et Amérique du Nord ont maintenu leur niveau de profitabilité à 9,2% et 7,8% respectivement, malgré la baisse du chiffre d'affaires. La marge opérationnelle a

été affectée en Allemagne par des volumes d'affaires et un taux d'utilisation en Intégration de Systèmes moins élevés, et dans les « Autres Entités Opérationnelles » par des reports de commandes dans le Secteur Public en Suisse.

L'Infogérance a amélioré sa marge opérationnelle de +100 points de base, Big Data & Cyber-Sécurité est resté stable à 37,5 millions d'euros. La rentabilité en Conseil & Intégration de Systèmes et celle de Worldline ont baissé de -60 et -120 points de base respectivement, tandis que les coûts centraux ont baissé de 22 millions d'euros (50 points de base).

Le résultat d'exploitation au premier semestre 2015 a atteint 197 millions d'euros (129 millions d'euros au premier semestre 2014), résultant des éléments suivants : Les dépenses de réorganisation, rationalisation et d'intégration qui se sont élevées à 116 millions d'euros, conséquence 1/ du plan pour générer les synergies avec Bull ; 2/ de l'adaptation des ressources du Groupe dans certains pays d'Europe continentale, plus particulièrement en Allemagne ; 3/ de la rationalisation des locaux principalement en Allemagne et au Benelux & Pays Nordiques. Au premier semestre 2015, 31 millions d'euros ont été comptabilisés au titre de l'amortissement de l'allocation du prix d'acquisition. Le résultat financier a été une charge de 11 millions d'euros, en baisse par rapport à 21 millions d'euros au premier semestre 2014. La charge d'impôts totale s'est élevée à 47 millions d'euros, représentant un taux effectif d'impôt de 25,2%, par rapport à 27,0% sur le premier semestre 2014, reflétant le nouveau profil d'imposition du Groupe. Ainsi le résultat net s'est élevé à 138 millions d'euros, en hausse de +79% par rapport à l'an dernier. Les intérêts minoritaires ont été de 15 millions d'euros liés à l'introduction en bourse de Worldline en juin 2014, portant le résultat net part du Groupe à 123 millions d'euros, soit +61% par rapport à 76 millions d'euros.

L'OMDA a atteint 459 millions d'euros, représentant 9,3% du chiffre d'affaires. Les décaissements relatifs aux coûts de réorganisation, rationalisation et d'intégration ont représenté 142 millions d'euros, en ligne avec le montant annuel prévu à 235 millions d'euros. Au premier semestre 2015, les investissements se sont élevés à 215 millions d'euros, soit 4,3% du chiffre d'affaires. Le besoin en fonds de roulement s'est élevé à 49 millions d'euros grâce aux actions continues du Groupe et à l'amélioration du besoin en fonds de roulement sur le périmètre de Bull. L'impôt versé a représenté 58 millions d'euros (75 millions d'euros au premier semestre 2014). Le Groupe a généré un flux de trésorerie disponible de 141 millions d'euros. A la fin du mois de juin, Atos a payé 811 millions d'euros pour l'acquisition de Xerox ITO. Le décaissement résultant de la partie du dividende sur les résultats 2014 payé en numéraire a été de 31 millions d'euros. La trésorerie nette du Groupe au 30 juin 2015 s'est établie à 354 millions d'euros.

Les prises de commandes se sont élevées à 5 088 millions d'euros au premier semestre 2015, en hausse de +16,7% par rapport à fin juin 2014, représentant un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires de 103%. L'activité commerciale a été particulièrement soutenue au deuxième trimestre avec un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires de 115%. Le Groupe a signé plusieurs contrats facilitant la transformation numérique de ses clients en répondant aux quatre Défis de la transformation client (Customer Transformation Challenges): Le Groupe favorise l'Excellence opérationnelle (Operational Excellence) de plusieurs grands clients dont notamment Siemens, BASF et un leader mondial de l'optique en Allemagne, dans le Secteur Public au Royaume-Uni, et avec un opérateur télécom au Moyen-Orient. Atos encourage la Réinvention de l'activité (Business Reinvention) et aide le renouvellement de l'Expérience client (Customer Experience), de clients tels que, AccorHotels en France et un fabricant mondial de poids lourd au Benelux. Ces contrats font également appel à des expertises de Worldline. La Confiance & Conformité (Trust & Compliance) est améliorée grâce aux solutions d'Atos mises en place pour le compte d'agences gouvernementales dans certains pays d'Europe. Le carnet de commandes s'élevait à 17,1 milliards d'euros au même niveau qu'à fin décembre 2014, soit 1,7 année de chiffre d'affaires. Le montant total pondéré des propositions commerciales s'est élevé à 5,5 milliards d'euros au niveau atteint fin décembre 2014, représentant 6,6 mois de chiffre d'affaires.

L'effectif total du Groupe était de 83 602 salariés fin juin 2015. 2 138 employés ont quitté le Groupe à la suite de la résiliation anticipée du contrat BPO Work Capability Assessment avec le Department for Work and Pensions au Royaume-Uni, et de la cession des activités de services sur sites en France. Au premier semestre 2015, le Groupe a recruté 6 830 nouveaux collaborateurs tandis que le taux de départs volontaires a été de 11,1% au niveau Groupe et 20,6% dans les pays émergents. Les effectifs offshore du Groupe étaient en hausse de +22% par rapport à fin juin 2014, totalisant 20 537 collaborateurs à fin juin 2015. En Intégration de Systèmes, l'offshore représentait 41% des effectifs directs, en ligne avec l'objectif de 50% à fin 2016. Environ deux tiers des effectifs offshore étaient localisés en Asie (57% en Inde), le reste étant principalement en Europe Centrale et de l'Est. Au 1^{er} juillet 2015, 9 489 salariés Xerox ont rejoint Atos, dont 4 309 aux Etats-Unis et Canada, 3 882 en Inde, aux Philippines, et au Mexique, le solde (1 298) se répartissant essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne. Avec les effectifs de Xerox ITO, l'effectif total du Groupe était de 93 091.

C.1.2 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants

	Chiffre d'affaires					
	S1 2014 publié	Transferts internes	S1 2014 précédente organisation	Périmètre	Taux de change*	S1 2014 à périmètre et taux de change constants
<i>En millions d'euros</i>						
Royaume-Uni & Irlande	812		812	-16	96	892
France	505		505	319		824
Allemagne	784		784	40		824
Benelux & Pays Nordiques	500		500	49	-1	549
Amérique du Nord	292		292	9	67	368
Autres Entités Opérationnelles	748		748	134	39	922
<i>dont l'Europe Centrale & de l'Est</i>	388					
<i>dont la Zone Ibérique</i>	146					
<i>dont les autres Autres Entités Opérationnelles</i>	214					
Total Services IT	3 641		3 641	536	202	4 379
Worldline	535		535		14	549
TOTAL GROUPE	4 176		4 176	536	216	4 928
Infogérance	2 138	3	2 141	177	149	2 467
Conseil & Intégration de Systèmes	1 503	-58	1 445	162	45	1 652
Big Data & Cyber-sécurité		55	55	196	8	260
Total Services IT	3 641	0	3 641	536	202	4 379
Worldline	535		535		14	549
TOTAL GROUPE	4 176	0	4 176	536	216	4 928

* au taux de change à juin 2015

Les transferts internes entre les Lignes de Service comprennent (i) le transfert de 55 millions d'euros de Conseil & Intégration de Systèmes à la Ligne de Service récemment créée Big Data & Cyber-sécurité suite à l'acquisition de Bull et (ii) le transfert d'un contrat aux États-Unis de Conseil & Intégration de Systèmes à Infogérance pour un montant de 3 millions d'euros.

L'effet de change s'est élevé à +216 millions d'euros, résultant principalement de l'appréciation de la livre sterling face à l'euro (+12,1%), du dollar américain (+22,7%), du franc suisse (+15,6%) et du dollar de Hong-Kong (+22,7%). A l'inverse, le rouble russe a reculé de 25,4% face à l'euro.

L'effet de périmètre est essentiellement lié à l'acquisition de Bull (+574 millions d'euros). Les autres variations de périmètre ont eu un impact net de -38 millions d'euros sur le chiffre d'affaires. Elles étaient liées d'une part à l'acquisition de Cambridge Technology Partners (Europe Centrale & de l'Est, mai 2014) et, d'autre part, à l'externalisation des activités de services sur site (France, mars 2015) et à la résiliation anticipée du contrat de Work Capability Assessment avec le Ministère du Travail et des Retraites, « Department for Work and Pensions » (Royaume-Uni, mars 2015).

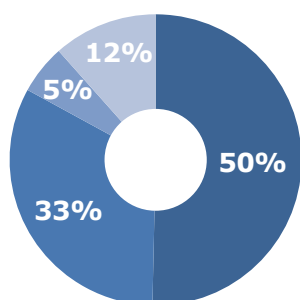
Les transferts internes, les acquisitions et les cessions, et les effets de change ont eu un impact sur la marge opérationnelle comme suit :

	Marge opérationnelle					
	S1 2014 publié	Transferts internes	S1 2014 précédente organisation	Périmètre	Taux de change*	S1 2014 à périmètre et taux de change constants
<i>En millions d'euros</i>						
Royaume-Uni & Irlande	54		54	3	7	64
France	1		1	23	0	24
Allemagne	52		52	1		53
Benelux & Pays Nordiques	50		50	0	0	51
Amérique du Nord	23		23	0	5	28
Autres Entités Opérationnelles	56		56	4	8	69
<i>dont l'Europe Centrale & de l'Est</i>	33					
<i>dont la Zone Ibérique</i>	3					
<i>dont les autres Autres Entités Opérationnelles</i>	20					
Structures globales*	-43		-43	-13		-55
Total Services IT	195		195	18	20	233
Worldline	80		80		2	82
TOTAL GROUPE	275		275	18	22	314
Infogérance	136	1	137	13	11	161
Conseil & Intégration de Systèmes	100	-11	89	-3	2	89
Big Data & Cyber-sécurité		10	10	20	7	37
Coûts centraux	-42		-42	-13		-55
Total Services IT	195	0	195	18	20	233
Worldline	80		80		2	82
TOTAL GROUPE	275	0	275	18	22	314

* au taux de change à juin 2015

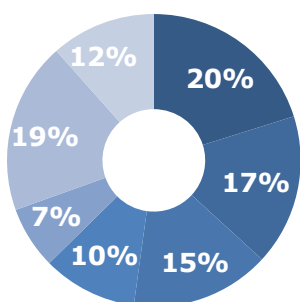
C.1.3 Evolution du profil de chiffre d'affaires

Lors du premier semestre 2015, 70% du chiffre d'affaires a été produit par des contrats pluriannuels en Infogérance (50% du chiffre d'affaires total, incluant le BPO), chez Worldline (12% du chiffre d'affaires), et par les contrats en Gestion d'Applications (8% dans Conseil & Intégration de Systèmes).



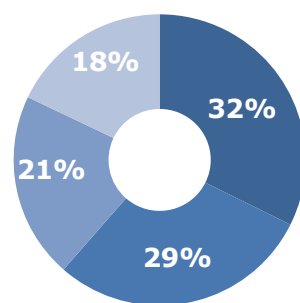
<i>En millions d'euros</i>	S1 2015
■ Infogérance	2 488
■ Conseil & Intégration de Systèmes	1 612
■ Big Data & Cyber-sécurité	270
Total Services IT	4 370
■ Worldline	571
TOTAL GROUPE	4 941

L'Europe représente la base opérationnelle principale des activités du Groupe, générant 86% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015.



<i>En millions d'euros</i>	S1 2015
■ Royaume-Uni & Irlande	995
■ France	825
■ Allemagne	759
■ Benelux & Pays Nordiques	515
■ Amérique du Nord	340
■ Autres Entités Opérationnelles	936
Total Services IT	4 370
■ Worldline	571
TOTAL GROUPE	4 941

Atos fournit des solutions et des services informatiques à de nombreux secteurs de l'industrie. Le Groupe offre des services informatiques à haute valeur ajoutée sur 4 marchés principaux qui chacun regroupent des secteurs différents pour former : Industrie, Distribution & Transports; Public & Santé ; Télécoms, Média & Services aux collectivités ; Services Financiers.



<i>En millions d'euros</i>	S1 2015
■ Industrie, Distribution & Transport	1 598
■ Public & Santé	1 438
■ Télécoms, Médias & Services aux collectivités	1 021
■ Services financiers	885
TOTAL GROUPE	4 941

C.1.4 Performance par Ligne de Services

En millions d'euros	Chiffre d'affaires				Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2015	S1 2014*	% organique	% variation	S1 2015	S1 2014*	S1 2015	S1 2014*
Infogérance	2 488	2 467	+0,8%	+16,3%	185,7	161,3	7,5%	6,5%
Conseil & Intégration de Systèmes	1 612	1 652	-2,4%	+7,3%	76,6	88,8	4,8%	5,4%
Big Data & Cyber-sécurité	270	260	+4,2%		37,5	37,4	13,9%	14,4%
Coûts centraux**					-32,3	-54,7	-0,7%	-1,2%
Total Services IT	4 370	4 379	-0,2%	+20,0%	267,5	232,8	6,1%	5,3%
Worldline***	571	549	+3,9%	+6,7%	78,1	81,6	13,7%	14,9%
TOTAL GROUPE	4 941	4 928	+0,3%	+18,3%	345,6	314,3	7,0%	6,4%

* Périmètre et taux de change constants

** Coûts centraux excluent les coûts mondiaux de production alloués aux Entités Opérationnelles du Groupe

*** Worldline reportant +4,1% de croissance organique en tant que société cotée

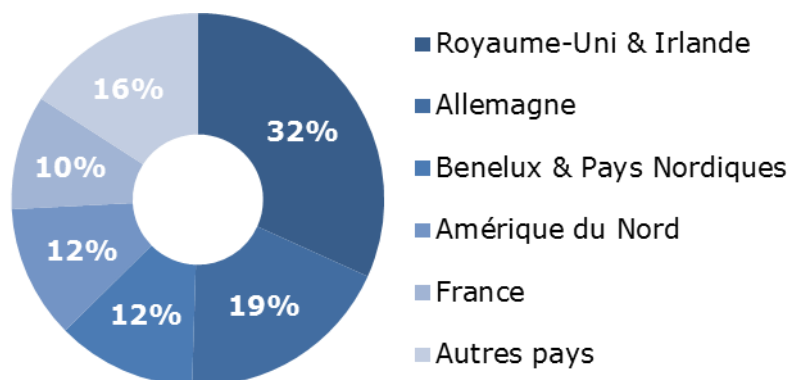
C.1.4.1 Infogérance

En millions d'euros	S1 2015	S1 2014*	% organique	% variation
Chiffre d'affaires	2 488	2 467	+0,8%	+16,3%
Marge opérationnelle	185,7	161,3		
Taux de marge opérationnelle	7,5%	6,5%		

* Périmètre et taux de change constants

Représentant 50% du montant total du Groupe, le **chiffre d'affaires** en Infogérance s'est élevé à 2 488 millions d'euros, soit une hausse de 16,3% par rapport à 2014 et de 0,8% à taux de change et périmètre constants. L'évolution du chiffre d'affaires a été contrastée avec une croissance essentiellement réalisée au Royaume-Uni, l'activité ayant bénéficié de la montée en puissance des projets PIP avec DWP et NS&I. La Ligne de Service a également été portée par la montée en charge de plusieurs grands contrats d'Infogérance au Royaume-Uni, en France et aux États-Unis. L'Infogérance a affiché une bonne performance dans les « Autres Entités Opérationnelles », notamment en Asie-Pacifique (+7,9%) grâce à une hausse des volumes avec un grand client dans les Services Financiers et à la montée en charge de contrats existants avec des clients mondiaux, en Zone Ibérique (+6,1%) du fait d'un périmètre de services plus étendu et de plus forts volumes avec BBVA, E.ON et le Secteur public, et en Inde, Moyen-Orient & Afrique (+5,9%) avec de nouveaux contrats dont Dynacons en Inde. A l'inverse, le chiffre d'affaires a reculé en Allemagne, en Amérique du Nord et au Benelux, compte tenu de la finalisation de plusieurs grands projets l'année précédente qui n'a pas été entièrement compensée par les nouveaux contrats enregistrés cette année. En Allemagne, l'activité a chuté en raison de l'échéance de projets, d'une baisse des volumes et de la décélération des services fournis notamment dans le secteur des Services Financiers. La zone Benelux & Pays Nordiques a été affectée par une réduction du périmètre d'activité auprès de certains clients. La baisse en Amérique du Nord s'explique principalement par la fin du contrat MetLife l'année précédente, l'effet de base résultant du projet de séparation de McGraw-Hill Education et de plusieurs autres contrats finalisés avec succès en 2014. En France, la situation s'est améliorée au cours du deuxième trimestre avec la montée en charge de contrats dans l'Industrie tels qu'Airbus et PWC, tandis que la baisse des volumes dans les Services Financiers s'est ressentie sur l'ensemble du premier semestre. Par rapport au premier trimestre, le chiffre d'affaires en Infogérance a nettement progressé dans la plupart des Entités Opérationnelles, les contrats signés récemment ayant aussi contribué à la hausse du chiffre d'affaires en Allemagne et au Benelux & Pays Nordiques.

Répartition du chiffre d'affaires d'Infogérance par zone géographique



La **marge opérationnelle** en Infogérance s'est élevée à 185,7 millions d'euros au premier semestre 2015, représentant 7,5% du chiffre d'affaires, soit une progression de 100 points de base par rapport à la même période l'an dernier. L'activité BPO au Royaume-Uni a fortement contribué à l'amélioration de la Ligne de Services, au même titre que les différentes initiatives de gestion des effectifs, les synergies sur le périmètre de Bull, les plans d'économie menés dans toutes les Entités Opérationnelles et l'optimisation des régimes de retraite en Allemagne.

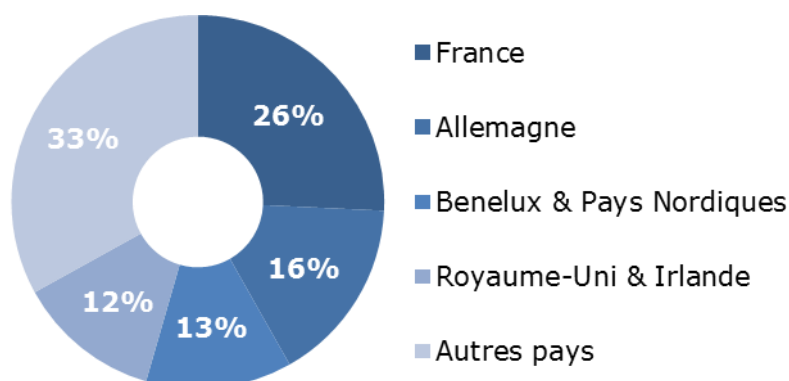
C.1.4.2 Conseil & Intégration de Systèmes

En millions d'euros	S1 2015	S1 2014*	% organique	% variation
Chiffre d'affaires	1 612	1 652	-2,4%	+7,3%
Marge opérationnelle	76,6	88,8		
Taux de marge opérationnelle	4,8%	5,4%		

* Périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** en Conseil & Intégration de Systèmes s'est élevé à 1 612 millions d'euros, en hausse de 7,3% par rapport à l'an dernier et en recul de 2,4% à taux de change et périmètre constants. A l'image du premier trimestre, la baisse du chiffre d'affaires est restée concentré sur l'Allemagne, en grande partie sous l'effet de la baisse des volumes et des prix dans les secteurs des Télécoms, avec Telefonica/E-plus et Nokia, et de l'Industrie, Distribution & Transports. L'activité a été soutenue sur le marché Public & Santé dans la plupart des zones géographiques, notamment au Royaume-Uni, en Europe Centrale & de l'Est et en France, se traduisant par une croissance organique de 5,5% sur ce marché. Dans les Services Financiers, le chiffre d'affaires a légèrement augmenté, essentiellement en Inde, Moyen-Orient & Afrique. Enfin, le marché de l'Industrie s'est inscrit en baisse, principalement pénalisé par le secteur des Transports au Royaume-Uni et par l'Allemagne.

Répartition du chiffre d'affaires du Conseil & Intégration de Systèmes par zone géographique



La **marge opérationnelle** en Conseil & Intégration de Systèmes a atteint 76,6 millions d'euros. La baisse des volumes et du taux d'utilisation en Allemagne et, dans une moindre mesure, des reports de projets en France expliquent l'écart de marge opérationnelle par rapport au premier semestre 2014. En revanche, celle-ci a augmenté de façon significative au Royaume-Uni et dans les « Autres Entités Opérationnelles ».

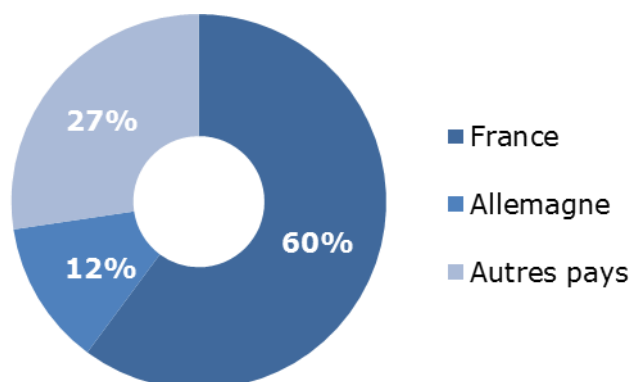
C.1.4.3 Big Data & Cyber-sécurité

En millions d'euros	S1 2015	S1 2014*	% organique
Chiffre d'affaires	270	260	+4,2%
Marge opérationnelle	37,5	37,4	
Taux de marge opérationnelle	13,9%	14,4%	

* Périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** en Big Data & Sécurité s'est établi à 270 millions d'euros, soit une croissance organique de 4,2%. Celle-ci a été portée par la forte demande de produits nouveaux dans le Calcul Haute Performance (HPC) en France (+9,1%) essentiellement dans le Secteur public grâce au renouvellement des contrats avec le ministère français de l'Intérieur et la Police norvégienne (géré depuis la France). Le chiffre d'affaires a également bénéficié de la hausse d'activité dans les supercalculateurs (avec les ministères français de la Défense et de la Recherche), en cyber-sécurité et dans les serveurs de haute technologie, qui a plus que compensé la baisse dans les Systèmes critiques. La croissance du chiffre d'affaires a également été soutenue par l'Allemagne avec les ventes en Calcul Haute Performance (HPC) auprès de DKRZ (Institut National Météorologique) et l'Université de Dresde. La plupart des autres Entités Opérationnelles ont progressé, notamment en Asie-Pacifique, dans la Zone Ibérique, et au Benelux & Pays Nordiques. L'Europe Centrale & de l'Est a été impactée par la baisse d'activité en Suisse suite à des reports de commandes dans le Secteur public, compensés en partie seulement par de nouveaux contrats HPC en Pologne et en Croatie.

Répartition du chiffre d'affaires de Big Data & Cyber-sécurité par zone géographique



La **marge opérationnelle** de Big Data & Sécurité s'est élevée à 37,5 millions d'euros au cours du premier semestre 2015, stable par rapport à 2014, le recul enregistré en Europe Centrale & de l'Est ayant été compensé par une forte croissance dans les autres géographies, notamment en France et en Allemagne.

C.1.4.4 Worldline

En millions d'euros	S1 2015	S1 2014*	% organique	% variation
Chiffre d'affaires	571	549	+3,9%	+6,7%
Marge opérationnelle	78,1	81,6		
Taux de marge opérationnelle	13,7%	14,9%		

* Périmètre et taux de change constants

Worldline reportant +4,1% de croissance organique en tant que société cotée

Représentant 12% du **chiffre d'affaires** total du Groupe, Worldline a réalisé une performance solide avec une croissance organique du chiffre d'affaires de +3,9%. Reportant en tant que société cotée, Worldline a affiché une croissance organique de +4,1%. Toutes les lignes d'activités ont crû par rapport à 2014, à périmètre et taux de change constants. Les Services Commerçants & Terminaux ont enregistré une hausse de 4,6%, tandis que les activités Traitement de transactions & Logiciels de Paiement et celles de Mobilité & Services Web Transactionnels ont respectivement progressé de 2,0% et 5,4%. La performance en Services Commerçants & Terminaux a été portée par les ventes soutenues de Terminaux, en hausse de 14,7% au premier semestre 2015, alors que la baisse des volumes et des charges non récurrentes dans les activités Services en Ligne et Cartes Privatives et Fidélisation ont annulé le résultat positif en Acquisition Commerçants qui provenait d'une hausse des volumes et d'un mix de prix favorable par transaction. Dans les Services Commerçants, la billetterie électronique a enregistré une hausse de 7,8% grâce aux volumes et à la montée en charge de nouveaux projets. En Traitement de Transactions & Logiciels de Paiement, les services de Banque en Ligne ont affiché une

croissance à deux chiffres grâce à la hausse des volumes et un produit non récurrent en Allemagne. La performance des Licences a été portée par l'Allemagne et par un nouveau projet d'intégration en France. Les activités Acquisition Commerçants et Traitement d'émission ont respectivement été en hausse de 0,7% et stable.

La **marge opérationnelle** de Worldline a atteint 78,1 millions d'euros. Worldline a effectué un investissement commercial stratégique dans le domaine de l'acquisition commerçant source de croissance future. La rentabilité a progressé en Traitement de Transactions & Logiciels de Paiement, ainsi qu'en Mobilité & Services Web Transactionnels grâce à la combinaison d'un meilleur mix de chiffre d'affaires, à la mise en œuvre du programme TEAM, et aux gains d'efficacité générés par une meilleure gestion de l'infrastructure informatique.

C.1.5 Performance par entité opérationnelle

En millions d'euros	Chiffre d'affaires				Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2015	S1 2014*	% organique	% variation	S1 2015	S1 2014*	S1 2015	S1 2014*
Royaume-Uni & Irlande	995	892	+11,5%	+22,5%	102,9	64,1	10,3%	7,2%
France	825	824	+0,1%	+63,3%	30,1	23,8	3,7%	2,9%
Allemagne	759	824	-7,9%	-3,2%	41,1	52,8	5,4%	6,4%
Benelux & Pays Nordiques	515	549	-6,1%	+3,1%	47,6	50,6	9,2%	9,2%
Amérique du Nord	340	368	-7,6%	+16,7%	26,4	28,2	7,8%	7,7%
Autres Entités Opérationnelles	936	922	+1,5%	+25,1%	59,9	68,5	6,4%	7,4%
Structures globales**					-40,4	-55,3	-0,9%	-1,3%
Total Services IT	4 370	4 379	-0,2%	+20,0%	267,5	232,8	6,1%	5,3%
Worldline***	571	549	+3,9%	+6,7%	78,1	81,6	13,7%	14,9%
TOTAL GROUPE	4 941	4 928	+0,3%	+18,3%	345,6	314,3	7,0%	6,4%

* Périmètre et taux de change constants

** Structures globales comprend les coûts mondiaux de production non alloués aux Entités Opérationnelles du Groupe ainsi que les coûts centraux

*** Worldline reportant +4,1% de croissance organique en tant que société cotée

C.1.5.1 Royaume-Uni & Irlande

En millions d'euros	S1 2015	S1 2014*	% organique	% variation
Chiffre d'affaires	995	892	+11,5%	+22,5%
Marge opérationnelle	102,9	64,1		
Taux de marge opérationnelle	10,3%	7,2%		

* Périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** s'est établi à 995 millions d'euros, en hausse de 11,5%. La forte croissance du chiffre d'affaires résulte pour l'essentiel du marché Public & Santé et des activités BPO, bénéficiant de la montée en charge des nouveaux contrats.

Le chiffre d'affaires en Infogérance a fortement augmenté par rapport à 2014, essentiellement porté par la montée en charge et l'exécution réussie du contrat DWP PIP et de la hausse d'activité avec National Savings & Investments. La croissance enregistrée dans le Secteur public est également attribuable au ministère de la Justice grâce à l'augmentation du nombre de projets et des volumes de ventes. Le marché Industrie, Distribution & Transports a également progressé, notamment sous l'effet de la montée en puissance du contrat Royal Mail Group, tandis que le marché Télécoms, Médias & Services aux collectivités a été pénalisé par la baisse des volumes dans les Médias et l'Énergie.

Le chiffre d'affaires Conseil & Intégration de Systèmes a reculé de 2,0%. Le secteur Public a affiché une hausse de 6,2%, principalement porté par les activités de conseil avec une augmentation des volumes dans le secteur de la Défense, la montée en charge du contrat de maintenance applicative de Royal Mail et une hausse des projets avec l'Agence britannique de démantèlement nucléaire (NDA) et le ministère de la Justice. Le marché Industrie, Distribution & Transports a été pénalisé par les Transports en raison de l'échéance de contrats traditionnels et de la livraison d'autres projets, en partie compensées par l'augmentation de l'intégration de produits SAP à de nouveaux clients. Le marché Télécoms, Médias & Services aux collectivités a légèrement progressé sous l'effet d'une plus forte activité de conseil avec Pearson.

L'activité Big Data & Sécurité a été mise en place et le chiffre d'affaires a atteint 4 millions d'euros, croissance résultant d'un projet de cyber-sécurité avec une entreprise spécialisée dans les systèmes de défense.

La **marge opérationnelle** a atteint 102,9 millions d'euros, en très forte augmentation par rapport à l'exercice précédent (+39 millions d'euros). Cette amélioration s'explique par la performance du chiffre d'affaires, mais aussi de l'effet favorable lié aux dépassements de coûts de projets enregistrés au premier semestre 2014. Elle a été essentiellement portée par les activités d'Infogérance avec la montée en charge et l'exécution réussie du contrat DWP PIP. La marge a bénéficié des économies générées dans le cadre du programme TOP et d'une grande sélectivité dans les recrutements, combinés aux négociations pour récupérer les coûts liés aux phases de transition. En Conseil & Intégration de Systèmes, la marge opérationnelle a progressé grâce à la réduction de la base de coûts découlant des initiatives TOP. Ces économies ont été en partie réinvesties pour dynamiser la croissance des ventes (avant-vente et perfectionnement des compétences) dans des domaines clés affichant une forte demande (analyse, Cloud, numérique...) notamment pour les activités Industrie, Distribution & Transports et Services Financiers.

C.1.5.2 France

En millions d'euros	S1 2015	S1 2014*	% organique	% variation
Chiffre d'affaires	825	824	+0,1%	+63,3%
Marge opérationnelle	30,1	23,8		
Taux de marge opérationnelle	3,7%	2,9%		

* Périmètre et taux de change constants

Au deuxième trimestre, la France a renoué avec une hausse du **chiffre d'affaires** grâce à l'amélioration en Infogérance et au maintien d'une dynamique positive en Big Data & Cyber-sécurité.

En Infogérance, le marché Industrie, Distribution & Transports a enregistré une croissance solide principalement grâce à la montée en charge des contrats avec un grand constructeur aéronautique et avec PWC, mais celle-ci a été compensée par la baisse des activités en Services Financiers et Public & Santé.

Le chiffre d'affaires de Conseil & Intégration de Systèmes a subi la baisse en Industrie, Distribution & Transports suite à l'échéance d'un contrat avec Michelin. En Télécoms, Médias & Services aux collectivités, la hausse des volumes avec GDF a en partie compensé la baisse avec d'autres clients des Télécoms et de l'Énergie. Le marché Services financiers est resté pratiquement stable. Enfin, le marché Public & Santé a progressé grâce à une hausse des activités réalisées pour le compte des institutions européennes et à de nouveaux contrats avec des administrations locales.

Le chiffre d'affaires en Big Data & Cyber-sécurité a augmenté de 9,1% porté par la hausse du marché Public & Santé en France, grâce notamment à la vente de produits dans les supercalculateurs et le HPC auprès du ministère de la Défense, du CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives) et de la Sécurité Sociale. Cela a été en partie annulé par une baisse du chiffre d'affaires dans les marchés Télécoms, Industrie et Distribution.

Avec 30,1 millions d'euros, soit 3,7% du chiffre d'affaires, la **marge opérationnelle** de la France a progressé de 80 points de base, soit +6,3 millions d'euros, par rapport à 2014. Cette augmentation s'explique par la contribution des activités de Big Data & Cyber-sécurité qui a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires et a réduit ses coûts indirects. En Infogérance, la marge opérationnelle a pu augmenter par rapport à 2014, malgré une baisse du chiffre d'affaires. Elle a été portée par la poursuite des initiatives TOP, le renforcement des mesures de gestion des effectifs, notamment par la réaffectation de ressources vers les activités en croissance de Services Technologiques, et par une forte réduction des coûts indirects. La marge opérationnelle en Conseil & Intégration de Systèmes a reculé en raison de l'évolution du chiffre d'affaires et d'une hausse des coûts d'avant vente visant à renforcer les initiatives commerciales. Un contrôle rigoureux des coûts indirects dont la baisse a été significative a permis d'atténuer cet effet.

C.1.5.3 Allemagne

<i>En millions d'euros</i>	S1 2015	S1 2014*	% organique	% variation
Chiffre d'affaires	759	824	-7,9%	-3,2%
Marge opérationnelle	41,1	52,8		
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	<i>5,4%</i>	<i>6,4%</i>		

* Périimètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** s'est élevé à 759 millions d'euros, en baisse de -7,9%. Ce repli était attribuable aux Lignes de Services Infogérance et Conseil & Intégration de Systèmes, résultant essentiellement d'une diminution des volumes auprès de clients historiques importants. Au second trimestre, la performance enregistrée a été meilleure qu'au premier trimestre.

Le chiffre d'affaires en Infogérance a reculé par rapport à l'exercice précédent, sous l'effet de la baisse des activités Services Financiers avec Talanx et Télécoms, Médias & Services aux collectivités avec Telefonica/E-plus, conséquences de la conjoncture difficile pour ces clients. Le chiffre d'affaires s'inscrit également en recul en Industrie, Distribution & Transports, malgré la montée en charge de nouveaux contrats avec K+S et Airbus, et une légère hausse des activités avec Siemens générée par de nouveaux projets.

La ligne de Services Conseil & Intégration de Systèmes a fortement chuté, résultat en grande partie attribuable au marché Télécoms, Médias & Services aux collectivités, en raison du contexte difficile dans les Télécoms, de la fin de certaines opérations en partie seulement compensée par de nouveaux projets, et d'une baisse des volumes dans le secteur Énergie & Services aux collectivités. Le marché Industrie, Distribution & Transports a subi une baisse que la montée en charge du contrat BMW n'a que partiellement compensé. Les marchés Services Financiers et Public & Santé sont restés stables.

La Ligne de Services Big Data & Sécurité a généré un chiffre d'affaires de 34 millions d'euros, en forte hausse grâce, comme indiqué ci-dessus, à l'activité HPC sur le marché Public & Santé avec DKRZ et l'Université de Dresde.

La **marge opérationnelle** a été de 41,1 millions d'euros, soit 5,4% du chiffre d'affaires, en recul de 11,7 millions d'euros compte tenu de la baisse du chiffre d'affaires. En Infogérance, la marge opérationnelle a progressé malgré le recul du chiffre d'affaires, essentiellement grâce aux importantes initiatives de réduction des coûts qui ont plus que compensé les impacts négatifs mentionnés auparavant, notamment des réductions significatives des coûts administratifs et une optimisation des effectifs externes. La Ligne de Services Infogérance a également bénéficié de l'augmentation de production sur des sites offshore. En Conseil & Intégration de Systèmes, la rentabilité a subi la baisse du chiffre d'affaires mentionnée précédemment. Cela a été en partie compensé par les initiatives de réduction de coûts conséquentes dans le cadre du programme d'efficacité TOP Tier One, dont entre autres des réductions significatives des coûts administratifs, la réorganisation des effectifs et la fermeture du site de Francfort. En Infogérance et Conseil & Intégration de Systèmes, le programme d'optimisation continue du Groupe portant sur les régimes de retraite a eu un impact positif de 20 millions d'euros sur la marge opérationnelle en Allemagne au premier semestre 2015. Enfin, la marge opérationnelle en Big Data & Sécurité a progressé par rapport à l'an dernier, portée par une forte hausse de l'activité, combinée à une réduction des coûts administratifs.

C.1.5.4 Benelux & Pays Nordiques

<i>En millions d'euros</i>	S1 2015	S1 2014*	% organique	% variation
Chiffre d'affaires	515	549	-6,1%	+3,1%
Marge opérationnelle	47,6	50,6		
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	9,2%	9,2%		

* Périmètre et taux de change constants

Au cours du premier semestre 2015, le **chiffre d'affaires** s'est élevé à 515 millions d'euros, en recul de 6,1% par rapport à l'exercice précédent. Tout comme en Allemagne, l'évolution du chiffre d'affaires s'est amélioré au cours du deuxième trimestre 2015 par rapport au premier trimestre de l'année. Le chiffre d'affaires en Infogérance a reculé de -7,8%, essentiellement imputable au marché Télécoms qui a été pénalisé par le ralentissement des contrats KPN, et par les Services Financiers où la hausse du chiffre d'affaires généré auprès de clients nouveaux ou existants tels qu'Achmea et MN Services n'a pas totalement compensé la baisse des activités avec ING. Le chiffre d'affaires de Services Conseil & Intégration de Systèmes a reculé de -4,0%, malgré la forte croissance des Services Technologiques (+7,6%) représentant 41% de Conseil & Intégration de Systèmes, fruits des initiatives commerciales. Télécoms, Médias & Services aux collectivités a concentré l'essentiel du repli, lié à KPN. Services Financiers ont progressé grâce à ING et ABM Amro. Public & Santé a bénéficié de la hausse des activités avec plusieurs institutions aux Pays-Bas. Industrie, Distribution & Transports a légèrement reculé du fait de la décélération anticipée de contrats avec certains clients. Big Data & Cyber-sécurité a également affiché une croissance solide (+6,2%), essentiellement dans les Télécoms, Médias & Services aux collectivités.

La **marge opérationnelle** a atteint 47,6 millions d'euros au premier semestre 2015. L'Entité Opérationnelle a réussi à maintenir son niveau de rentabilité à 9,2% malgré la baisse du chiffre d'affaires. Cette performance résulte d'un contrôle rigoureux de la base de coûts en Infogérance et d'actions spécifiques en Conseil & Intégration de Systèmes, concernant pour l'essentiel la gestion des effectifs, et des taux d'utilisation en hausse notamment dans les Services Technologiques. La marge opérationnelle en Big Data & Sécurité a fortement augmenté grâce à la hausse du chiffre d'affaires.

C.1.5.5 Amérique du Nord

<i>En millions d'euros</i>	S1 2015	S1 2014*	% organique	% variation
Chiffre d'affaires	340	368	-7,6%	+16,7%
Marge opérationnelle	26,4	28,2		
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	7,8%	7,7%		

* Périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** s'est élevé à 340 millions d'euros, en baisse de 7,6% par rapport à 2014. Le chiffre d'affaires en Infogérance a continué d'être pénalisé sur les marchés Industrie, Distribution & Transports et Services Financiers, essentiellement pénalisé par les effets de base défavorables liés à MetLife et au projet de séparation livrés à McGraw-Hill Education en 2014 n'ont pas été totalement compensés. Une croissance substantielle a été enregistrée auprès de clients existants tels que Huntsman.

Le chiffre d'affaires est resté stable par rapport à 2014 en Conseil & Intégration de Systèmes grâce à une hausse de l'activité avec Daimler et Siemens, et aux projets livrés à plusieurs nouveaux clients tels que Metropolitan Utilities District et Veritiv, qui ont compensé l'effet de base résultant de la finalisation du contrat avec Johnson en 2014 et de la décélération d'un projet avec Disney.

En Big Data et Sécurité, le chiffre d'affaires a atteint 10 millions d'euros, globalement stable par rapport à 2014.

La **marge opérationnelle** s'est élevée à 26,4 millions d'euros, soit 7,8% du chiffre d'affaires, en légère hausse par rapport à 2014 (7,7%) malgré l'évolution du chiffre d'affaires. Cette performance a été rendue possible grâce aux initiatives de réduction des coûts du programme TOP Tier One et à un contrôle rigoureux des coûts indirects. Elle s'est traduite par une amélioration de la rentabilité en Big Data & Cyber-sécurité, mais aussi en Conseil & Intégration de Systèmes malgré la faiblesse du chiffre d'affaires généré par les projets et la hausse des coûts d'avant vente qui reflète le dynamisme de l'activité commerciale. En Infogérance, la marge opérationnelle a été en repli malgré de fortes initiatives de réduction des coûts.

C.1.5.6 Autres entités opérationnelles

<i>En millions d'euros</i>	S1 2015	S1 2014*	% organique	% variation
Chiffre d'affaires	936	922	+1,5%	+25,1%
Marge opérationnelle	59,9	68,5		
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	6,4%	7,4%		

* Périmètre et taux de change constants

Dans les autres Entités Opérationnelles, le **chiffre d'affaires** a légèrement progressé, avec une activité soutenue dans les Services Financiers et Public & Santé en Infogérance et Conseil & Intégration de Systèmes, la plupart des zones géographiques ayant connu une dynamique de croissance.

La **marge opérationnelle** a bénéficié des actions de gestion des effectifs et des initiatives du programme TOP dans l'ensemble des pays, qui ont en partie compensé l'effet de report des commandes des institutions publiques suisses. Ainsi, l'Asie-Pacifique, la Zone Ibérique et l'Amérique Latine ont vu leur marge opérationnelle augmenter.

C.1.5.7 Structures globales

Le coût des structures globales s'est élevé à -40,4 millions d'euros, soit une évolution positive de +14,9 millions d'euros par rapport à 2014, essentiellement en raison d'économies générées par les synergies liées à l'intégration de Bull et de l'optimisation du régime de retraite (+18 millions d'euros). Certains coûts de structure ont augmenté du fait de la mondialisation de l'organisation et de l'impact du plan d'actions de performance et des plans d'intéressement du personnel par rapport au premier semestre 2014.

C.1.6 Chiffre d'affaires par marché

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires		
	S1 2015	S1 2014*	% organique
Industrie, Distribution & Transport	1 598	1 649	-3,1%
Public & Santé	1 438	1 293	+11,2%
Télécoms, Médias & Services aux collectivités	1 021	1 076	-5,1%
Services financiers	885	910	-2,8%
TOTAL GROUPE	4 941	4 928	+0,3%

* Périmètre et taux de change constants

L'Industrie, Distribution & Transports est aujourd'hui le marché le plus important du Groupe (32%), représentant 1 598 millions d'euros, en repli de -3,1% par rapport à l'année précédente. Le recul enregistré avec Siemens a été contenu à -2,2%, malgré une baisse des prix contractuels accordée en septembre 2014 et en janvier 2015.

Le chiffre d'affaires du marché Public & Santé a atteint 1 438 millions d'euros, représentant 29% du total du Groupe, en hausse de 11,2% par rapport à 2014. Cette performance s'explique essentiellement par la montée en charge du contrat PIP avec le Department for Work & Pensions au Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, par l'activité de la Ligne de Services Big Data & Cyber-sécurité.

Le marché Télécoms, Médias & Services aux collectivités a représenté 21% du chiffre d'affaires du Groupe, atteignant 1 021 millions d'euros, en repli de 5,1% par rapport au premier semestre 2014. Il a principalement été pénalisé par les fortes décélérations d'activité enregistrées avec Telefonica/E-plus en Allemagne et KPN au Benelux & Pays Nordiques.

L'activité Services Financiers a représenté 18% du chiffre d'affaires du Groupe, à 885 millions d'euros, en recul de 2,8% par rapport au premier semestre 2014. Cette baisse est pour l'essentiel en Allemagne qui a été pénalisée par la baisse du compte Talanx, ainsi qu'en l'Amérique du Nord et en France qui ont subi les effets de base des contrats MetLife et BNP Paribas respectivement.

C.1.7 Prises de commandes

C.1.7.1 Prises de commandes et ratio de prises de commande

Le carnet de commandes total du Groupe a atteint 5 088 millions d'euros, soit un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires de 103%, celui-ci s'étant élevé à 115% au deuxième trimestre.

Au premier semestre 2015, les prises de commandes comprennent le renouvellement ou la prolongation de plusieurs contrats en Infogérance tels que Siemens dans plusieurs pays et notamment l'Allemagne et les États-Unis, dans le secteur de la Santé au Royaume-Uni (Public & Santé), avec une entreprise leader sur le marché de l'optique en Allemagne (Industrie) et avec McGraw-Hill Education aux États-Unis (Télécoms, Médias & Services aux collectivités).

L'Infogérance a atteint un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires de 100% au cours du premier semestre. Au cours de la période considérée, les principaux contrats renouvelés ont concerné Siemens, essentiellement en Allemagne et aux États-Unis, NS&I (Services Financiers) et un organisme de santé public (Public & Santé) au Royaume-Uni, une entreprise leader sur le marché de l'optique (Industrie, Distribution & Transports) en Allemagne et McGraw-Hill (Télécoms, Médias & Services aux collectivités) aux États-Unis. Les nouveaux contrats majeurs ont été signés avec BASF (Industrie, Distribution & Transports) en Allemagne et Royal Mail (Industrie, Distribution & Transports) au Royaume-Uni.

Au premier semestre 2015, la Ligne de Services Conseil & Intégration de Systèmes a atteint un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires solide de 105%, avec un niveau de 118% au deuxième trimestre. Cette performance s'explique en grande partie par les nouveaux contrats remportés auprès d'AccorHotels (Industrie, Distribution & Transports) et Orange (Télécoms, Médias & Services aux collectivités) en France, avec un constructeur mondial de poids lourd (Industrie, Distribution & Transports) au Benelux & Pays Nordiques, avec un ministère de l'Intérieur (Public & Santé) en Europe Centrale & de l'Est et un opérateur des télécoms au Moyen Orient (Télécoms, Médias & Services aux collectivités) dans la zone IMEA.

Big Data & Sécurité a affiché un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires solide à 128% au cours de la période considérée. Les principaux nouveaux contrats signés ont porté sur l'activité de HPC, notamment avec le CEA (Public & Santé) en France.

Worldline a enregistré un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires de 101%. Au cours du premier semestre, les contrats majeurs ont été signés en Allemagne.

C.1.7.2 Carnet de commandes total

Fin juin 2015, le carnet de commandes s'élevait à 17,1 milliards d'euros, soit un niveau stable par rapport au montant atteint fin décembre 2014, représentant 1,7 année de chiffre d'affaires.

C.1.7.3 Propositions commerciales

Le montant total pondéré des propositions commerciales s'est élevé à 5,5 milliards d'euros, en ligne avec le niveau atteint fin décembre 2014 et représentant 6,6 mois de chiffre d'affaires.

C.1.8 Gestion des Ressources Humaines

C.1.8.1 Evolution de l'effectif

L'effectif total du Groupe était de 83 602 salariés fin juin 2015.

L'évolution des effectifs en 2015 est détaillée dans le tableau ci-dessous :

	Début janvier 2015	Périmètre	Recrutements	Départs	Licenciements, réorganisation & autres	Fin 30 juin 2015
Infogérance	35 765	-2 144	2 895	-1 806	-1 555	33 155
Conseil & Intégration de Systèmes	34 138	2	3 230	-2 264	-1 009	34 097
Big Data & Cyber-sécurité	1 885	13	138	-92	1 216	3 160
Coûts centraux	586	0	28	-45	-158	411
Total des effectifs directs Services IT	72 374	-2 129	6 291	-4 207	-1 506	70 823
Total des effectifs directs Worldline	6 670	0	287	-233	-64	6 660
Total des effectifs directs	79 044	-2 129	6 578	-4 440	-1 570	77 483
Royaume-Uni & Irlande	9 744	-1 375	562	-436	-217	8 278
France	13 103	-798	183	-405	-56	12 027
Allemagne	7 954	24	86	-170	-94	7 800
Benelux & Pays Nordiques	5 937	-1	79	-229	-100	5 686
Amérique du Nord	3 060	7	216	-187	-224	2 872
Autres Entités Opérationnelles	32 505	14	5 157	-2 777	-817	34 082
Structures globales	71	0	8	-3	2	78
Total des effectifs directs Services IT	72 374	-2 129	6 291	-4 207	-1 506	70 823
Total des effectifs directs Worldline	6 670	0	287	-233	-64	6 660
Total des effectifs directs	79 044	-2 129	6 578	-4 440	-1 570	77 483
Total des effectifs indirects	6 821	-9	252	-212	-732	6 119
TOTAL GROUPE	85 865	-2 138	6 830	-4 652	-2 303	83 602

Les effectifs dans les pays offshore ont augmenté de 22% par rapport à l'an dernier, atteignant 20 537 salariés fin juin 2015. En Intégration de Systèmes, les effectifs offshore représentaient 41% des effectifs directs, en ligne avec l'objectif de 50% d'ici fin 2016. Plus des deux tiers des effectifs offshores étaient localisés en Asie (57% en Inde), le reste étant principalement en Europe Centrale & de l'Est.

C.1.8.2 Variation de périmètre

2 138 employés ont quitté le Groupe suite à la résiliation anticipée du contrat BPO Work Capability Assessment avec le Department for Work and Pensions et l'externalisation des activités de services sur site en France.

Le 1^{er} juillet 2015, 9 489 employés de Xerox ont rejoint Atos, dont 4 309 aux États-Unis et au Canada, 3 882 en Inde, aux Philippines et au Mexique, les 1 298 restants étant principalement répartis entre le Royaume-Uni et l'Allemagne. Après l'intégration de Xerox ITO, l'effectif total du Groupe était de 93 091 salariés.

C.1.8.3 Recrutements

Au cours du premier semestre 2015, le Groupe a recruté 6 830 nouveaux collaborateurs, soit 8,0% des effectifs au 1^{er} janvier 2015. 591 employés ont été recrutés au Royaume-Uni (dont 562 emplois directs) afin de remplacer les départs et de répondre à la montée en charge des contrats BPO, en continuité avec la tendance observée l'année précédente. Les recrutements directs +5 157 enregistrés dans les « Autres Entités Opérationnelles » reflètent l'accélération de la croissance de la production en offshore sur certains contrats, notamment en Inde mais également au Brésil, aux Philippines et en Thaïlande. Par ailleurs, les recrutements pour les centres de production globale d'Infogérance ont principalement concerné la Pologne et la Roumanie. Globalement, les recrutements sur des sites offshores ont représenté environ 2/3 de l'ensemble des recrutements effectués par le Groupe.

C.1.8.4 Départs

Les départs ne concernent que les démissions volontaires. Au cours du premier semestre 2015, un total de 4 652 départs a été enregistré. Le taux de départs volontaires au premier semestre 2015 était de 11,1% au niveau Groupe et de 20,6% dans les pays émergents.

C.1.8.5 Restructurations et licenciements

2 303 salariés (dont 1 570 salariés directs) ont été licenciés ou ont fait l'objet d'une réaffectation au cours du premier semestre 2015. Les efforts de rationalisation ont été concentrés en Europe continentale pour l'essentiel.

C.2 Objectifs 2015

Le Groupe confirme ses objectifs pour 2015 et relève l'objectif de flux de trésorerie disponible. Les chiffres ci-dessous comprennent la contribution de Xerox ITO à compter du 1^{er} juillet 2015:

Chiffre d'affaires

Le Groupe ambitionne une **croissance organique positive du chiffre d'affaires**.

Marge opérationnelle

Le Groupe a pour objectif d'augmenter son taux de marge opérationnelle et vise **8,0% à 8,5% du chiffre d'affaires**.

Flux de trésorerie disponible

Le Groupe vise un flux de trésorerie disponible **de l'ordre de 420 millions d'euros**.

C.3 Revue financière

C.3.1 Etat du résultat global

Le Groupe a réalisé un résultat net (attribuable aux propriétaires de la Société Mère) de 123,0 millions d'euros au 30 juin 2015, représentant 2,5% du chiffre d'affaires consolidé. Le résultat net normalisé, retraité des produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôts), s'est élevé à 224,1 millions d'euros au 30 juin 2015, représentant 4,5% du chiffre d'affaires consolidé, soit une augmentation de +30 points de base en comparaison avec l'année dernière.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	% Rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	% Rentabilité
Marge opérationnelle	345,6	7,0%	274,6	6,6%
Autres produits et charges opérationnels	-148,3		-145,2	
Résultat opérationnel	197,3	4,0%	129,4	3,1%
Résultat financier	-10,7		-21,0	
Charge d'impôt	-47,1		-29,2	
Participations ne donnant pas le contrôle et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-16,5		-2,8	
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	123,0	2,5%	76,4	1,8%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère (*)	224,1	4,5%	173,5	4,2%

(*) Défini ci-après

C.3.1.1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliquée dans la revue opérationnelle.

C.3.1.2 Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents. Il a représenté une charge nette de 148,3 millions d'euros au 30 juin 2015.

Le tableau ci-dessous détaille ce poste par nature:

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)
Réorganisation des effectifs	-68,4	-81,7
Rationalisation et frais associés	-29,5	-22,5
Coûts d'intégration et d'acquisition	-18,3	-7,1
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-31,2	-22,1
Autres	-0,9	-11,8
Total	-148,3	-145,2

Les **coûts de réorganisation des effectifs** se sont élevés à 68,4 millions d'euros et sont principalement liés à :

- l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans différentes GBU telles que le Benelux & Pays Nordiques, l'Europe Centrale & de l'Est, l'Allemagne et la Zone Ibérique;
- la rationalisation des couches de management intermédiaire, y compris au sein des Structures Globales ;
- la réorganisation mise en place chez Bull au niveau des fonctions supports et administratives dans le cadre de la réalisation de synergies de coûts.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 29,5 millions d'euros et ont été engendrés essentiellement par la fermeture de sites dans le cadre des plans de réorganisation et de regroupement des centres de données, principalement en Allemagne (6,3 millions d'euros), aux Benelux & Pays Nordiques (5,7 millions d'euros) en lien avec des plans de restructuration. Ce montant inclut également les coûts externes pour la mise en œuvre du programme TEAM chez Worldline (1,3 million d'euros) ainsi que l'optimisation des fonctions supports et administratives dans le contexte d'intégration de Bull (5,5 millions d'euros).

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 18,3 millions d'euros et correspondent principalement aux coûts d'intégration de Bull (10,4 millions d'euros) et aux coûts d'acquisition et d'intégration de Xerox ITO (6,1 millions d'euros).

Les **autres éléments** ont généré à une charge nette de 0,9 million d'euros, et sont principalement constitués de 26,3 millions d'euros de perte exceptionnelle constatée sur un client au Royaume-Uni afin de couvrir la dépréciation des actifs, des créances et l'accord attendu pour la sortie du contrat. Cette perte a été compensée par une reprise de provisions pour remise en état à hauteur de 27,7 millions d'euros.

C.3.1.3 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 10,7 millions d'euros sur la période (contre une charge de 21,0 millions d'euros à fin juin 2014). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 3,2 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 7,5 millions d'euros.

Les coûts financiers non opérationnels de 7,5 millions d'euros en juin 2015 contre 14,9 millions d'euros en juin 2014 sont principalement composés de coûts financiers des pensions (14,8 millions d'euros contre 7,0 millions d'euros en 2014), d'un gain net de change (7,9 millions d'euros contre une perte nette de change de 3,7 millions d'euros en 2014), et d'autres charges financières pour 0,6 million d'euros.

C.3.1.4 Impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre 2015 s'est élevée à 47,1 millions d'euros (incluant, la CVAE - Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) pour un résultat avant impôt de 186,6 millions d'euros. L'application d'un Taux d'Impôt Effectif (TIE) annualisé de 24,8% ajusté des éléments fiscaux inhabituels a généré un TIE à fin juin 2015 de 25,2%.

C.3.1.5 Participations ne donnant pas de contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle comprennent les participations détenues par les partenaires des coentreprises et par d'autres associés du Groupe. Elles ont donné lieu à un produit de 14,9 millions d'euros pour la période (comparé à un produit de 0,8 million d'euros en juin 2014). L'augmentation est due à la dilution de la participation détenue dans Worldline (14,4 millions d'euros), dans le cadre de son introduction en bourse le 27 juin 2014.

C.3.1.6 Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé avant éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 224,1 millions d'euros, représentant 4,5% du chiffre d'affaires consolidé de la période, en hausse de + 30 points de base par rapport à juin 2014.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	123,0	76,4
Autres produits et charges opérationnels	-148,3	-145,2
Effet d'impôt sur les autres produits et charges opérationnels	48,0	47,4
Autres éléments fiscaux inhabituels	-0,8	0,7
Total éléments inhabituels - net d'impôt	-101,1	-97,1
Résultat net normalisé – attribuable aux propriétaires de la Société Mère	224,1	173,5

C.3.1.7 Résultat net par action (RNPA) semestriel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	% Rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	% Rentabilité
Résultat net – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	123,0	2,5%	76,4	1,8%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net dilué – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	123,0	2,5%	76,4	1,8%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [c]	224,1	4,5%	173,5	4,2%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net normalisé dilué – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [d]	224,1	4,5%	173,5	4,2%
Nombre moyen d'actions [e]	100 253 782		98 809 813	
Impact des instruments dilutifs	909 426		1 555 170	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	101 163 208		100 364 983	
(en euros)				
RNPA (Résultat Net Par Action) [a]/[e]	1,23		0,77	
RNPA dilué [b]/[f]	1,22		0,76	
RNPA normalisé [c]/[e]	2,24		1,76	
RNPA dilué normalisé [d]/[f]	2,22		1,73	

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions (correspondant à 909 426 options) et n'ont pas engendré de retraitement du résultat net utilisé pour le calcul du résultat net dilué par action.

C.3.2 Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette

Au 30 juin 2015, la position de trésorerie nette du Groupe s'élevait à 354,0 millions d'euros, soit une augmentation de 137,3 millions d'euros de la trésorerie nette par rapport à juin 2014. La position de trésorerie nette de clôture à fin juin 2015 comprenait le montant de 811 millions d'euros, correspondant au prix d'acquisition de Xerox ITO.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	458,5	400,7
Investissements opérationnels	-214,9	-154,5
Variation du besoin en fonds de roulement	49,1	31,3
Flux de trésorerie opérationnel	292,7	277,5
Réorganisation provenant des autres produits et charges opérationnels	-95,7	-70,8
Rationalisation et frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	-27,9	-19,1
Coûts d'intégration et d'acquisition	-18,3	-7,1
Investissements financiers nets (*)	1,7	-1,6
Impôts payés	-57,8	-74,8
Coût de l'endettement financier net payé	-3,2	-6,1
Participation des salariés transférée en fonds d'emprunt	-0,2	-1,0
Autres variations (**)	50,1	26,8
Flux de trésorerie disponible	141,4	123,8
(Acquisitions)/cessions (solde net)	-813,0	-20,1
Fonds sous séquestre pour l'acquisition de Bull	-	-628,3
Programme de rachat d'actions	-	-138,7
Dividendes versés aux actionnaires	-30,7	-38,3
Flux de trésorerie net	-702,3	-701,6
Trésorerie / (Endettement) net(te) d'ouverture	989,1	905,4
Variation nette de trésorerie / (endettement)	-702,3	-701,6
Incidence de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie / (endettement)	67,2	12,9
Trésorerie / (Endettement) net(te) de clôture	354,0	216,7

(*) Investissements financiers nets à long terme excepté les acquisitions et les cessions.

(**) Les "Autres variations" correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant la réorganisation, la rationalisation et frais associés, les coûts d'intégration et d'acquisition), aux dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle, à la revente d'actions propres & aux augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions et autres éléments financiers décaissés.

Le flux de trésorerie disponible représenté par la variation de trésorerie nette ou de l'endettement net, corrigée des variations de capital, des dividendes versés aux actionnaires et des acquisitions/cessions sur la période, a atteint 141,4 millions d'euros contre 123,8 millions d'euros sur le premier semestre 2014.

Le flux de trésorerie opérationnel s'est élevé à 292,7 millions d'euros et a progressé de 15,2 millions d'euros par rapport à l'année dernière. Cette hausse s'est expliquée par l'effet combiné des trois éléments suivants :

- une hausse de l'Excédent Brut Opérationnel (EBO) de 57,8 millions d'euros ;
- une augmentation des investissements opérationnels de 60,4 millions d'euros ; et
- un effet positif de la variation du besoin en fonds de roulement de 17,8 millions d'euros.

L'**EBO** s'est établi à 458,5 millions d'euros, soit une augmentation de 57,8 millions d'euros par rapport à juin 2014, représentant 9,3% du chiffre d'affaires contre 9,6% en juin 2014. Le passage de la marge opérationnelle à l'EBO est le suivant :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)
Marge opérationnelle	345,6	274,6
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	172,7	149,0
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	19,1	9,1
+ Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	15,1	9,3
+/- Dotations / (Reprises) nettes aux provisions pour retraite	-52,3	-12,7
+/- Dotations / (Reprises) nettes aux provisions	-42,1	-28,6
EBO	458,1	400,7

Les **investissements opérationnels** ont atteint 214,9 millions d'euros (contre 154,5 millions d'euros en 2014), en raison notamment de la montée en puissance des contrats de BPO au Royaume-Uni.

La variation positive du **besoin en fonds de roulement** a atteint 49,1 millions d'euros (contre 31,3 millions d'euros en 2014). Le délai de règlement clients est passé à 38 jours à fin juin 2015 contre 45 jours à fin juin 2014. Le délai de règlement clients a été positivement impacté de 12 jours contre 11 jours en juin 2014, par la mise en place d'accords financiers sur de grands comptes. Par ailleurs, le délai de paiement fournisseurs s'est établi à 87 jours à fin juin 2015 contre 94 jours à fin juin 2014.

Les **impôts payés** se sont élevés à 57,8 millions d'euros, soit 17,0 millions d'euros de moins par rapport à l'année dernière, due à l'échéancier favorable des paiements en Allemagne.

Le **coût de l'endettement financier net** s'est élevé à 3,2 millions d'euros, en baisse de 2,9 millions d'euros par rapport au premier semestre 2014, et comprenait :

- un taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts de 2,34% comparé à 2,45% en 2014 ; et
- une rémunération moyenne de la trésorerie du Groupe à 1,13% comparée à 0,64% en 2014.

Les décaissements liés aux **coûts de réorganisation, de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 123,6 millions d'euros, et comprenaient les décaissements liés à l'accélération de la réorganisation de Bull.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 18,3 millions d'euros et correspondaient principalement aux coûts d'intégration de Bull (10,4 millions d'euros) et aux coûts d'acquisition et d'intégration de Xerox ITO (6,1 millions d'euros).

La ligne « **Autres variations** » de 50,1 millions d'euros correspondait principalement :

- à la vente d'actions propres et à l'émission d'actions ordinaires pour 37,5 millions d'euros suite à l'exercice d'options de souscription d'actions par des employés (19,7 millions d'euros de moins que l'année dernière) ;
- aux autres produits opérationnels pour 21,1 millions d'euros, dont 16,9 millions d'euros de cession d'actifs ;
- aux autres charges opérationnelles pour 14,1 millions d'euros dont 11,2 millions d'euros comprenant le dernier versement relatif à la résiliation anticipée du contrat DWP WCA ;
- aux autres charges financières pour 6,3 millions d'euros ; et
- au versement de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle pour 0,7 million d'euros.

Par conséquent, le **flux de trésorerie disponible** du Groupe, au premier semestre 2015, s'est élevé à 141,4 millions d'euros.

L'impact sur l'endettement net provenant des **acquisitions nettes de cessions** correspond principalement à l'acquisition de Xerox ITO pour 811 millions d'euros à fin juin.

Au cours du premier semestre 2015, les **dividendes versés aux actionnaires** de la Société Mère se sont élevés à 80,4 millions d'euros (0,80 euro par action) dont 30,7 millions d'euros ont été versés en numéraire et 49,7 millions d'euros ont été payés par l'émission d'actions nouvelles.

La **variation de cours de monnaies étrangères**, déterminée sur l'exposition de la dette ou de la trésorerie par pays, a provoqué une augmentation de la trésorerie nette de 67,2 millions d'euros, du fait principalement de la variation du cours de l'euro par rapport au cours de la livre sterling pour 27,8 millions d'euros, du dollar américain pour 11,7 millions d'euros et du franc suisse pour 9,1 millions d'euros.

C.3.3 Résultats de la société mère

Le résultat avant impôt de la Société Mère s'est élevé à 46,2 millions d'euros à fin juin 2015, comparé à 60,4 millions d'euros pour le premier semestre 2014.

C.4 Etats financiers consolidés résumés semestriels

C.4.1 Compte de résultat consolidé semestriel

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2014 (12 mois)
Chiffre d'affaires	Note 2	4 941,2	4 176,3	9 051,2
Charges de personnel	Note 3	-2 531,5	-2 215,9	-4 573,2
Charges opérationnelles	Note 4	-2 064,1	-1 685,8	-3 776,1
Marge opérationnelle		345,6	274,6	701,9
En % du chiffre d'affaires		7,0%	6,6%	7,8%
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	-148,3	-145,2	-261,6
Résultat opérationnel		197,3	129,4	440,3
En % du chiffre d'affaires		4,0%	3,1%	4,9%
Coût de l'endettement financier net		-3,2	-6,1	-15,3
Autres charges financières		-38,5	-54,8	-72,7
Autres produits financiers		31,0	39,9	36,4
Résultat financier	Note 6	-10,7	-21,0	-51,6
Résultat avant impôt		186,6	108,4	388,7
Charge d'impôt	Note 7	-47,1	-29,2	-104,1
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-1,6	-2,0	-2,1
Résultat Net		137,9	77,2	282,5
Dont attribuable aux:				
- propriétaires de la Société Mère		123,0	76,4	265,2
- participations ne donnant pas le contrôle		14,9	0,8	17,3

(en euros et en nombre d'actions)

Résultat net – attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Note 8			
Nombre moyen pondéré d'actions		100 253 782	98 809 813	99 358 877
Résultat net par action – attribuable aux propriétaires de la Société Mère		1,23	0,77	2,67
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		101 163 208	100 364 983	100 570 183
Résultat net dilué par action - attribuable aux propriétaires de la Société Mère		1,22	0,76	2,64

C.4.2 Etat du résultat global semestriel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2014 (12 mois)
Résultat net de la période	137,9	77,2	282,5
Autres éléments du résultat global - à reclasser en compte de résultat (recyclables):	167,5	43,5	94,8
Variation de juste valeur des instruments financiers	44,1	10,8	4,1
Variation de la réserve de conversion	139,2	35,4	90,8
Effet d'impôt sur les éléments recyclables directement reconnus en capitaux propres	-15,8	-2,7	-0,1
- non reclassés en compte de résultat (non-recyclables):	52,0	-62,6	-501,4
Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite	78,9	-88,5	-676,1
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables directement reconnus en capitaux propres	-26,9	25,9	174,7
Total autres éléments du résultat global	219,5	-19,1	-406,6
Total résultat global de la période	357,4	58,1	-124,1
Dont attribuable aux:			
- propriétaires de la Société Mère	341,2	57,3	-141,3
- participations ne donnant pas le contrôle	16,2	0,8	17,2

C.4.3 Etats consolidés semestriels de la situation financière

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2015	31 décembre 2014	30 juin 2014
ACTIF				
Goodwill	Note 9	2 731,3	2 627,9	1 960,4
Immobilisations incorporelles		674,1	646,6	436,1
Immobilisations corporelles		698,2	693,7	622,6
Actifs financiers non courants	Note 10	1 101,0	227,6	1 098,4
Instruments financiers non courants		2,3	3,2	1,6
Impôts différés actifs		416,6	419,7	428,1
Total des actifs non courants		5 623,5	4 618,7	4 547,2
Clients et comptes rattachés	Note 11	2 028,6	2 124,1	1 751,4
Impôts courants		46,9	17,3	118,4
Autres actifs courants	Note 12	812,8	648,2	1 117,6
Instruments financiers courants		11,9	10,2	7,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 13	1 936,0	1 620,3	922,2
Total des actifs courants		4 836,2	4 420,1	3 917,5
TOTAL DE L'ACTIF		10 459,7	9 038,8	8 464,7

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2015	31 décembre 2014	30 juin 2014
PASSIF				
Capital social		103,1	101,3	100,2
Primes		2 607,0	2 521,6	2 471,1
Réserves consolidées		683,7	399,6	869,9
Ecart de conversion		44,8	-94,4	-150,3
Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société Mère		123,0	265,2	76,4
Capitaux propres attribuable aux propriétaires de la Société Mère		3 561,6	3 193,3	3 367,3
Participations ne donnant pas le contrôle		219,6	208,8	181,8
Total capitaux propres		3 781,2	3 402,1	3 549,1
Provisions retraites et assimilées	Note 14	1 178,9	1 258,1	795,0
Provisions non courantes	Note 15	90,0	93,8	80,0
Passifs financiers		665,2	528,1	606,0
Impôts différés passifs		82,7	66,4	217,0
Instruments financiers non courants		7,6	8,3	5,7
Autres passifs non courants		19,7	18,8	8,9
Total des passifs non courants		2 044,1	1 973,5	1 712,6
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 17	1 507,4	1 397,0	1 233,2
Impôts courants		94,2	73,0	136,9
Provisions courantes	Note 15	231,9	263,9	199,7
Instruments financiers courants		7,5	4,6	0,5
Part à moins d'un an des passifs financiers		916,8	103,1	99,5
Autres passifs courants		1 876,6	1 821,6	1 533,2
Total des passifs courants		4 634,4	3 663,2	3 203,0
TOTAL DU PASSIF		10 459,7	9 038,8	8 464,7

C.4.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2014 (12 mois)
Résultat avant impôt		186,6	108,4	388,7
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 4	172,7	149,0	313,0
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions d'exploitation		-94,4	-41,4	-134,9
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions financières		14,5	7,6	23,2
Dotations/(Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles		-39,7	9,3	-10,2
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition		31,2	22,1	50,7
(Plus)/Moins-values de cessions d'immobilisations		0,6	6,9	9,6
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions		15,5	9,3	22,7
Pertes/(Gains) sur instruments financiers		-0,8	-5,3	-9,8
Coût de l'endettement financier net	Note 6	3,2	6,1	15,3
Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôt		289,4	272,0	668,3
Impôts payés		-57,8	-74,8	-119,7
Variation du besoin en fonds de roulement		49,1	31,3	104,6
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		280,7	228,5	653,2
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-214,9	-154,5	-354,1
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		40,4	2,6	9,2
Investissements d'exploitation nets		-174,5	-151,9	-344,9
Décaissements / encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-817,1	-669,1	-633,5
Trésorerie des sociétés acquises durant la période		-	5,80	-3,7
Encaissements liés aux cessions financières		5,9	18,2	9,0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		-	-	2,5
Investissements financiers nets	Note 18	-811,2	-645,1	-625,7
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-985,7	-797,0	-970,6
Augmentation de capital		-	-	35,3
Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions		37,5	57,2	73,9
Augmentation de capital souscrite par les minoritaires		-	-	253,1
Rachats et reventes d'actions propres		-	- 138,7	-234,5
Dividendes versés aux actionnaires		-30,7	-38,3	-38,3
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		-0,7	-1,2	-1,9
Encaissements liés à des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	372,3
Souscription de nouveaux emprunts	Note 16	946,0	305,2	182,6
Nouveaux contrats de location-financement	Note 16	-	-0,1	0,2
Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme	Note 16	-12,5	-4,1	-47,9
Coût de l'endettement financier net payé		-3,2	-6,1	-15,3
Autres mouvements liés aux opérations de financement		20,5	-4,6	-6,0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		956,9	169,3	573,5
Variation de trésorerie		251,9	-399,2	256,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture		1 542,5	1 238,3	1 238,3
Variation de trésorerie	Note 16	251,9	-399,2	256,1
Variation de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		79,7	16,5	48,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	Note 18	1 874,1	855,6	1 542,5

C.4.5 Variation semestrielle des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat net attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Capitaux propres – attribuables aux propriétaires de la Société Mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 1er janvier 2014	98 166	98,1	2 385,1	358,7	-185,7	-8,6	261,6	2 909,2	30,0	2 939,2
* Augmentation de capital	2 097	2,1	86,0	-30,8				57,3		57,3
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				261,6			-261,6	-		-
* Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle				-38,3				-38,3	-1,2	-39,5
* Paiements fondés sur des actions				9,3				9,3		9,3
* Achat d'actions propres				-25,7				-25,7		-25,7
* Impact de l'introduction en bourse de Worldline				398,6				398,6	152,2	550,8
* Autres				-0,4				-0,4		-0,4
Transactions avec les actionnaires	2 097	2,1	86,0	574,3	-	-	-261,6	400,8	151,0	551,8
* Résultat net de la période							76,4	76,4	0,8	77,2
* Autres éléments du résultat global				-62,6	35,4	8,1		-19,1		-19,1
Total du résultat global de la période				-62,6	35,4	8,1	76,4	57,3	0,8	58,1
Au 30 juin 2014	100 263	100,2	2 471,1	870,4	-150,3	-0,5	76,4	3 367,3	181,8	3 549,1
* Augmentation de capital	1 071	1,1	50,5					51,6		51,6
* Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle				-				-	-0,7	-0,7
* Paiements fondés sur des actions				13,4				13,4		13,4
* Achat d'actions propres				-95,0				-95,0		-95,0
* Impact de l'introduction en bourse de Worldline				40,5				40,5	16,8	57,3
* Autres				14,1				14,1	-5,5	8,6
Transactions avec les actionnaires	1 071	1,1	50,5	-27,0	-	-	-	24,6	10,6	35,2
* Résultat net de la période							188,8	188,8	16,5	205,3
* Autres éléments du résultat global				-438,8	55,9	-4,5		-387,4	-0,1	-387,5
Total du résultat global de la période				-438,8	55,9	-4,5	188,8	-198,6	16,4	-182,2
Au 31 décembre 2014	101 334	101,3	2 521,6	404,6	-94,4	-5,0	265,2	3 193,3	208,8	3 402,1
* Augmentation de capital	1 786	1,8	85,4	-49,7				37,5		37,5
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				265,2			-265,2	-		-
* Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle				-30,7				-30,7	-1,1	-31,8
* Paiements fondés sur des actions				15,1				15,1	0,4	15,5
* Vente d'actions propres				0,1				0,1		0,1
* Autres				5,1				5,1	-4,7	0,4
Transactions avec les actionnaires	1 786	1,8	85,4	205,1	-	-	-265,2	27,1	-5,4	21,7
* Résultat net de la période							123,0	123,0	14,9	137,9
* Autres éléments du résultat global				50,7	139,2	28,3		218,2	1,3	219,5
Total du résultat global de la période				50,7	139,2	28,3	123,0	341,2	16,2	357,4
Au 30 juin 2015	103 120	103,1	2 607,0	660,4	44,8	23,3	123,0	3 561,6	219,6	3 781,2

C.4.6 Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels

C.4.6.1 Base de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés 2015 ont été établis conformément aux normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne au 30 juin 2015.

Les normes internationales comprennent les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) publiées par l'« International Accounting Standards Board » (IASB), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Les principes comptables, les règles de présentation et les méthodes de calcul mis en application pour les états financiers intermédiaires consolidés à fin juin 2015 sont conformes à ceux appliqués lors de l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2014 et présentés dans le Document de Référence du groupe Atos.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2015 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ainsi, ces états financiers n'incluent pas toute l'information requise pour des états financiers annuels et doivent être lus en coordination avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2014.

Les normes, les interprétations et les amendements aux normes en vigueur qui ont été publiés et qui sont d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 sont présentés ci-après :

- Améliorations annuelles des IFRS (2011-2013) – diverses normes ;
- IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique.

L'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21, qui précise les critères de comptabilisation d'un passif lié au paiement des taxes, autres que l'impôt sur le résultat, n'a pas eu d'effet significatif sur le compte de résultat consolidé du premier semestre 2015 (charge nette additionnelle de 1,7 million d'euros) ni sur les états consolidés de la situation financière au 30 juin 2015. L'effet de l'interprétation IFRIC 21 sur les capitaux propres du groupe au 1^{er} janvier 2015 n'a fait l'objet d'aucun retraitement.

Les autres nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2015 n'ont eu aucun effet sur les comptes consolidés clos le 30 juin 2015.

Les états financiers consolidés ne tiennent pas compte :

- des projets de normes à l'état d'exposé - sondage au niveau de l'« International Accounting Standards Board » (IASB).
- des nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes non encore approuvés par l'Union Européenne, notamment :
 - IFRS 14 – Comptes de report réglementaire ;
 - Amendements à IFRS 11 : Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes ;
 - Amendements à IAS 27 – Mise en équivalence dans les états financiers individuels ;
 - Amendements à IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les modes d'amortissement acceptables ;
 - Amendements à IFRS 10 et IAS 28 – vente ou apports d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise ;
 - Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 – Entités d'investissement – Application de l'exemption de consolidation ;
 - Amendements à IAS 1 – Initiative Informations à fournir ;
 - IFRS 15 – Revenus des contrats avec les clients ;
 - Amendement à IAS 19 – Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel ;
 - Améliorations annuelles des IFRS (2010-2012) – diverses normes ;
 - Améliorations annuelles des IFRS (2012-2014) – diverses normes ;
 - IFRS 9 – Instruments financiers.

A la date de ce rapport, l'impact de ces normes, amendements et interprétations sur les états financiers consolidés est en cours d'évaluation.

Les états financiers consolidés sont présentés dans la devise fonctionnelle du Groupe en euros. Tous les montants sont présentés en millions d'euros avec une décimale.

C.4.6.2 Principes comptables significatifs

En complément des principes comptables indiqués dans le rapport annuel, les principes comptables suivants sont applicables pour les comptes intermédiaires :

Dépréciation d'actifs

Les goodwill et les actifs amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors que des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Une perte de valeur est reconnue le cas échéant pour l'excès de valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

De tels événements et circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- un écart significatif de la performance économique des actifs comparé au budget ;
- une détérioration importante de l'environnement économique des actifs ;
- la perte d'un client majeur ;
- une hausse significative des taux d'intérêts.

Retraites et avantages similaires

Le principe de réévaluation des actifs et passifs de retraite lors des arrêtés intermédiaires est inchangé, c'est-à-dire que des réévaluations actuarielles ne sont mises en œuvre que si des mouvements importants interviennent dans les taux d'actualisation à utiliser selon la norme IAS 19 révisée, et sont limitées aux régimes les plus significatifs du Groupe. Pour les régimes moins significatifs, ou s'il n'y a pas de changements importants, des projections actuarielles sont utilisées.

Les coûts des plans de retraite sont reconnus au sein du résultat opérationnel du Groupe, à l'exception de l'intérêt sur les passifs nets des actifs qui est reconnu au sein du résultat financier.

Charge d'impôt

La charge d'impôt comprend la charge d'impôt sur le résultat et les impôts différés.

Dans le cadre des comptes semestriels, la charge d'impôts du Groupe a été déterminée sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au résultat net avant impôt semestriel. Le taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice est déterminé en fonction de la charge d'impôt prévue compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

Note 1 Changement dans le périmètre de consolidation

XEROX ITO

Le 30 juin 2015, Atos a finalisé l'acquisition de Xerox ITO qui a été annoncée en décembre 2014. Grâce à cette acquisition, Atos aura une présence mondiale renforcée et plus équilibrée. Xerox ITO emploie 9 451 personnes dans 47 pays dont 4 244 sont localisées aux Etats-Unis et 3 857 dans des pays tels que l'Inde, les Philippines et le Mexique. Avec un chiffre d'affaires estimé à 2,0 milliards de dollars, l'Amérique du Nord devient la première zone géographique d'Atos dans laquelle le Groupe se positionne désormais en neuvième place dans les services d'externalisation informatique.

Par ailleurs, comme annoncé à la signature de la transaction, Atos est entré dans une coopération stratégique mondiale avec Xerox, et devient l'un de ses premiers fournisseurs de services informatiques.

Contrepartie transférée :

Le prix d'acquisition s'est élevé à 966 millions de dollars US (811 millions d'euros), composé d'un montant de 950 millions de dollars US et d'un complément de 50 millions de dollars US suite à la réalisation de certaines conditions de clôture de la transaction, plus 100 millions de dollars US représentant la valeur actualisée des futures économies fiscales pour Atos. Les éléments de dette nette et les ajustements de clôture ont représenté 134 millions de dollars US, ce montant étant à confirmer dans les 90 jours suivant la transaction.

Impact sur les comptes consolidés du Groupe :

A fin juin 2015, dans l'absence d'information détaillée permettant l'allocation du prix d'acquisition aux éléments d'actifs acquis et aux passifs identifiables, Atos n'est pas en mesure de fournir l'information requise par la norme IFRS 3.59. La contrepartie transférée ou à transférer est présentée sur la ligne « actifs financiers non courants » dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2015.

Les activités de Xerox ITO seront consolidées dans Atos à partir du 1^{er} juillet 2015.

Bull

Actifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition :

(en millions d'euros)	Atifs et passifs identifiables estimés à la date d'acquisition	Autres ajustements	Atifs et passifs identifiables estimés à la fin de la période
Immobilisations incorporelles	209,7	-0,1	209,6
Immobilisations corporelles	64,3	-	64,3
Participations dans des entreprises associées	7,1	-	7,1
Actifs financiers non courants	39,2	-	39,2
Impôts différés actifs	48,1	2,0	50,1
Autres actifs non courants	0,2	-	0,2
Total des actifs non courants	368,5	1,9	370,4
Clients et comptes rattachés	295,0	-7,6	287,4
Impôts courants	4,7	-	4,7
Autres actifs courants	203,2	-	203,2
Instruments financiers courants	0,6	-	0,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	75,8	-	75,8
Total des actifs courants	579,3	-7,6	571,7
TOTAL DE L'ACTIF (A)	947,8	-5,7	942,1
Intérêts minoritaires	0,5	1,9	2,4
Total capitaux propres	0,5	1,9	2,4
Provisions retraites et assimilées	197,5	-5,9	191,6
Provisions non courantes	135,9	32,9	168,8
Passif financiers	147,3	-	147,3
Impôts différés passifs	72,0	-	72,0
Total des passifs non courants	552,7	27,0	579,7
Fournisseurs et comptes rattachés	79,9	-1,5	78,4
Impôts courants	3,8	1,0	4,8
Instruments financiers courants	0,8	-	0,8
Part à moins d'un an des passifs financiers	19,5	-	19,5
Autres passifs courants	322,1	-3,8	318,3
Total des passifs courants	426,0	-4,3	421,7
TOTAL DU PASSIF (B)	979,2	24,6	1 003,8
Juste valeur des actifs nets identifiés (A)-(B)	-31,4	-30,3	-61,7

Les actifs et passifs acquis ont été analysés durant le premier semestre 2015 sur la base d'une meilleure connaissance de l'activité acquise de Bull. Ces analyses ont conduit à la reconnaissance d'un passif net additionnel de 30,3 millions d'euros, principalement composé de provisions pour pertes à terminaison et de dépréciation d'encours de production sur des contrats dont les faits générateurs ont une origine antérieure au 31 août 2014.

Si de nouveaux éléments sont obtenus d'ici fin Août 2015 (douze mois après la date d'acquisition) à propos de faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui amèneraient à ajuster les montants ci-dessus, la comptabilisation de l'acquisition sera ajustée en conséquence.

Goodwill :

Le Goodwill relatif à l'acquisition est détaillé de la façon suivante :

(en millions d'euros)	31 Décembre 2014	30 Juin 2015
Total prix d'acquisition	602,7	602,7
Juste valeur des actifs nets identifiés	-31,4	-61,7
Total Goodwill	634,1	664,4

Note 2 Information sectorielle

En accord avec la norme IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement revu par le principal décideur opérationnel puis réconcilié au résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le résultat ou la perte des segments en calculant un résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président-Directeur Général qui prend les décisions stratégiques.

En 2015, le principal décideur opérationnel a réorganisé et réduit les segments opérationnels comme présenté ci-dessous.

Les segments opérationnels Europe Centrale & de l'Est et la Zone Ibérique ont été transférés au segment opérationnel « Autres pays » :

Segments opérationnels en 2014	Ré-allocations	Segments opérationnels en 2015
Europe Centrale & de l'Est	Autriche, Bulgarie, Croatie, Chypre, République-Tchèque, Grèce, Hongrie, Italie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Russie, Serbie, Slovaquie, Suisse et Turquie	Autres pays
Zone Ibérique	Andorre, Portugal et Espagne	Autres pays

Suite à ces changements, les segments opérationnels du Groupe en 2015 se présentent comme suit :

Segments opérationnels	Activités
Royaume-Uni & Irlande	Conseil & Intégration de Systèmes, Infogérance et Big Data & Cyber-sécurité en Irlande et au Royaume-Uni.
Allemagne	Conseil & Intégration de Systèmes et Infogérance en Allemagne.
Benelux & Pays Nordiques	Conseil & Intégration de Systèmes, Infogérance et Big Data & Cyber-sécurité en Belgique, Danemark, Estonie, Finlande et Pays Baltes, Luxembourg, Pays-Bas et Suède.
France	Conseil & Intégration de Systèmes, Infogérance et Big Data & Cyber-sécurité en France.
Amérique du Nord	Conseil & Intégration de Systèmes, Infogérance et Big Data & Cyber-sécurité au Canada et aux Etats-Unis.
Autres pays	Conseil & Intégration de Systèmes, Infogérance et Big Data & Cyber-sécurité en Algérie, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Bulgarie, Chine, Colombie, Croatie, Chypre, Egypte, Espagne, Gabon, Hongrie, Hong-Kong, Inde, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Liban, Lituanie, Malaisie, Madagascar, Maurice, Mexique, Maroc, Namibie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République Tchèque, Roumanie, Russie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sud d'Afrique, Serbie, Slovaquie, Singapour, Suisse, Taïwan, Thaïlande, Tunisie, Turquie, EAU, Uruguay, et aussi les activités de Major Events.
Worldline	Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées en Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Chili, Chine, France, Hong-Kong, Zone Ibérique, Inde, Indonésie, Malaisie, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Singapour, Taïwan et Thaïlande.

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués à des conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également à des tierces parties non liées.

Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante :

(en millions d'euros)	Royaume Uni & Irlande	Allemagne	Benelux et Pays Nordiques	France	Amérique du Nord	Autres Pays	Worldline	Total Segments opération- nels	Direction des Lignes de Services	Autres Corporate	Elimination	Total Groupe
Semestre clos le 30 juin 2015												
Chiffre d'affaires par segment	994,9	758,8	515,3	824,8	340,4	936,0	571,0	4 941,2				4 941,2
%	20,1%	15,4%	10,4%	16,7%	6,9%	18,9%	11,6%	100,0%				100,0%
Chiffre d'affaires intra-segments	-24,5	90,1	45,9	49,4	17,2	217,1	-6,7	388,5		41,7	-430,2	-
Total chiffre d'affaires	970,4	848,9	561,2	874,2	357,6	1 153,1	564,3	5 329,7		41,7	-430,2	4 941,2
Marge opérationnelle par segment	102,9	41,1	47,6	30,1	26,3	59,9	78,1	386,0	-	-40,4		345,6
%	10,3%	5,4%	9,2%	3,6%	7,7%	6,4%	13,7%	7,8%				7,0%
Total actifs par segment	1 140,4	885,1	731,4	1 404,4	240,1	1 542,2	992,5	6 936,1	-	1 124,1		8 060,2
Semestre clos le 30 juin 2014												
Chiffre d'affaires par segment	812,4	784,0	499,9	505,0	291,7	748,1	535,2	4 176,3				4 176,3
%	19,5%	18,8%	12,0%	12,1%	7,0%	17,9%	12,8%	100,0%				100,0%
Chiffre d'affaires intra-segments	35,8	96,2	49,5	36,3	13,6	200,8	21,2	453,4			-453,4	-
Total chiffre d'affaires	848,2	880,2	549,4	541,3	305,3	948,9	556,4	4 629,7		-	-453,4	4 176,3
Marge opérationnelle par segment	54,4	52,0	50,5	1,1	22,9	56,3	80,0	317,2	-	-42,6		274,6
%	6,7%	6,6%	10,1%	0,2%	7,9%	7,5%	14,9%	7,6%				6,6%
Total actifs par segment	939,7	838,0	927,8	601,5	189,7	1 223,6	1 196,8	5 917,1	-	1 078,9		6 996,0

Les actifs par segment sont réconciliés avec le total actif comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2015	30 juin 2014
Total actifs par segment	8 060,2	6 996,0
Actifs d'impôts courants et différés	463,5	546,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 936,0	922,2
Total Actif	10 459,7	8 464,7

Note 3 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	% du chiffre d'affaires
Salaires	-2 011,0	40,7%	-1 739,8	41,7%
Charges sociales	-545,8	11,0%	-461,0	11,0%
Taxes, formation, intéressement et participation	-15,9	0,3%	-17,3	0,4%
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions (Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel	-15,5	0,3%	-9,3	0,2%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel	4,4	-0,1%	-1,3	0,0%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour retraite	52,3	-1,1%	12,8	-0,3%
Total	-2 531,5	51,2%	-2 215,9	53,1%

Note 4 Charges opérationnelles

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance - Direct	-846,1	17,1%	-587,1	14,1%
Achats de logiciels et de matériels informatiques	-312,4	6,3%	-226,3	5,4%
Coûts de maintenance	-217,0	4,4%	-200,5	4,8%
Charges locatives	-190,2	3,8%	-141,5	3,4%
Télécommunications	-123,6	2,5%	-143,7	3,4%
Transports et déplacements	-93,8	1,9%	-73,1	1,8%
Véhicules d'entreprise	-37,4	0,8%	-45,8	1,1%
Honoraires	-84,9	1,7%	-73,0	1,7%
Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés	-22,7	0,5%	-17,9	0,4%
Autres charges	-37,3	0,8%	-71,3	1,7%
Sous-total charges	-1 965,4	39,8%	-1 580,3	37,8%
Amortissement des immobilisations	-172,7	3,5%	-149,0	3,6%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions	37,7	-0,8%	29,9	-0,7%
Plus et (moins-values) d'immobilisations cédées	0,3	0,0%	-6,5	0,2%
Pertes sur créances irrécouvrables	-8,4	0,2%	-11,4	0,3%
Production immobilisée	44,4	-0,9%	31,5	-0,8%
Sous-total autres charges	-98,7	2,0%	-105,5	2,5%
Total	-2 064,1	41,8%	-1 685,8	40,4%

Note 5 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)
Réorganisation des effectifs	-68,4	-81,7
Rationalisation et frais associés	-29,5	-22,5
Coûts d'intégration et d'acquisition	-18,3	-7,1
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-31,2	-22,1
Autres	-0,9	-11,8
Total	-148,3	-145,2

Les **coûts de réorganisation des effectifs** se sont élevés à 68,4 millions d'euros et sont principalement liés à :

- l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans différentes GBU telles que le Benelux & Pays Nordiques, l'Europe Centrale & de l'Est, l'Allemagne et la Zone Ibérique;
- la rationalisation des couches de management intermédiaire, y compris au sein des Structures Globales ;
- la réorganisation mise en place chez Bull au niveau des fonctions supports et administratives dans le cadre de la réalisation de synergies de coûts.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 29,5 millions d'euros et ont été engendrés essentiellement par la fermeture de sites dans le cadre des plans de réorganisation et de regroupement des centres de données, principalement en Allemagne (6,3 millions d'euros), au Benelux & Pays Nordiques (5,7 millions d'euros) en lien avec des plans de restructuration. Ce montant inclut également les coûts externes pour la mise en œuvre du programme TEAM chez Worldline (1,3 million d'euros) ainsi que l'optimisation des fonctions supports et administratives dans le contexte d'intégration de Bull (5,5 millions d'euros).

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 18,3 millions d'euros et correspondent principalement aux coûts d'intégration de Bull (10,4 millions d'euros) et aux coûts d'acquisition et d'intégration de Xerox ITO (6,1 millions d'euros).

Les **autres éléments** ont généré à une charge nette de 0,9 million d'euros, et sont principalement constitués de 26,3 millions d'euros de perte exceptionnelle constatée sur un client au Royaume-Uni afin de couvrir la dépréciation des actifs, des créances et l'accord attendu pour la sortie du contrat. Cette perte a été compensée par une reprise de provisions pour remise en état à hauteur de 27,7 millions d'euros.

Note 6 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 10,7 millions d'euros sur la période (contre une charge de 21,0 millions d'euros à fin juin 2014). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 3,2 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 7,5 millions d'euros.

Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)
Charges d'intérêt sur opérations de financement	-1,0	-4,1
Intérêts financiers liés aux locations-financement	-0,3	-0,3
Résultat des cessions d'équivalents de trésorerie	0,2	0,1
Gains/(pertes) liés à la couverture de l'exposition au risque de taux d'intérêt	-2,1	-1,8
Coût de l'endettement financier net	-3,2	-6,1

Le **coût de l'endettement financier net** s'est élevé à 3,2 millions d'euros, en baisse de 2,9 millions d'euros par rapport au premier semestre 2014, et comprenait :

- un taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts de 2,34% comparé à 2,45% en 2014 ; et
- une rémunération moyenne de la trésorerie du Groupe à 1,13% comparée à 0,64% en 2014.

Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)
Gains/(pertes) de change et couvertures liées	-0,4	-5,9
Gains/(pertes) liés à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché	8,3	2,3
Charges financières d'actualisation	-	-0,5
Autres produits/(charges) financiers	-15,4	-10,8
Total Autres produits/(charges) financiers	-7,5	-14,9
Dont		
- Autres charges financières	-38,5	-54,8
- Autres produits financiers	31,0	39,9

Les coûts financiers non opérationnels se sont élevés à 7,5 millions d'euros contre 14,9 millions d'euros en juin 2014 et étaient principalement composés de coûts financiers des pensions (14,8 millions d'euros contre 7,0 millions d'euros en 2014), d'un gain net de change (7,9 millions d'euros contre une perte nette de change de 3,7 millions d'euros en 2014), et d'autres charges financières pour 0,6 million d'euros (incluant une charge de 1,3 million d'euros liée aux cessions de créances).

Les coûts relatifs aux pensions correspondent à la différence entre les coûts d'intérêts et le rendement attendu des actifs de pension.

Note 7 Charge d'impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre 2015 s'est élevée à 47,1 millions d'euros (incluant, la CVAE - Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) pour un résultat avant impôt de 186,6 millions d'euros. L'application d'un Taux d'Impôt Effectif (TIE) annualisé de 24,8% ajusté des éléments fiscaux inhabituels a généré un TIE à fin juin 2015 de 25,2%.

Note 8 Résultat net par action

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions (correspondant à 909 426 options) et n'ont pas engendré de retraitement du résultat net utilisé pour le calcul du résultat net dilué par action.

Le nombre moyen d'options de souscription d'actions non exercées au 30 juin 2015 s'élève à 2 372 382 options.

(en millions d'euros et en unités)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)
Résultat net – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	123,0	76,4
Impact des instruments dilutifs	-	-
Résultat net retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	123,0	76,4
Nombre moyen d'actions en circulation [c]	100 253 782	98 809 813
Impact des instruments dilutifs [d]	909 426	1 555 170
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	101 163 208	100 364 983
Résultat net par action en euros [a]/[c]	1,23	0,77
Résultat net par action dilué en euros [b]/[e]	1,22	0,76

Note 9 Goodwill

(en millions d'euros)	31 décembre 2014	Regroupe- ment d'entreprises	Variations de change	30 juin 2015
Valeur brute	3 214,3	30,3	102,1	3 346,7
Perte de valeur	-586,4	-	-29,0	-615,4
Valeur nette	2 627,9	30,3	73,1	2 731,3

Pendant ce semestre, le Groupe n'a comptabilisé aucune dépréciation en l'absence d'indice de perte de valeur y compris sur les UGT considérées comme pouvant présenter un risque au 30 juin 2015.

Note 10 Actifs financiers non courants

(en millions d'euros)		30 juin 2015	31 décembre 2014
Actifs de régimes de retraite	Note 14	153,7	136,4
Autres (*)		947,3	91,2
Total		1 101,0	227,6

(*) Le poste Autres inclut les prêts, les dépôts, les garanties, les titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence et les participations non consolidées.

La partie « Autres » représentant 947,3 millions d'euros a augmenté de 856,1 millions d'euros par rapport à décembre 2014 et comprend principalement le prix d'acquisition de Xerox ITO pour 811 millions d'euros.

Note 11 Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014
Valeur brute	2 148,5	2 231,8
Coûts de transition	3,1	5,6
Provisions pour créances douteuses	-123,0	-113,3
Valeur nette de l'actif	2 028,6	2 124,1
Avances et acomptes reçus	-71,4	-87,1
Produits constatés d'avance et clients créditeurs	-482,0	-458,8
Créances clients nettes	1 475,2	1 578,2
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)	39	38

Le 18 juin 2013, Atos a reconduit pour cinq ans son programme de titrisation pour un montant maximum de créances titrisées fixé à 500,0 millions d'euros, et une limite au montant maximum de financement fixée à 200,0 millions d'euros.

Ce nouveau programme de titrisation est structuré en deux compartiments appelés "ON" et "OFF":

- le compartiment "ON" similaire au précédent programme (les créances sont inscrites au bilan du Groupe) est le compartiment par défaut dans lequel les créances sont cédées. L'utilisation de ce compartiment a été faite à son seuil minimal ;
- le Compartiment "OFF" est conçu de manière à ce que le risque crédit (insolvabilité et retard de paiement) associé aux créances cédées des débiteurs éligibles au programme soit entièrement transféré au cessionnaire.

Au 30 juin 2015, le Groupe a vendu:

- dans le compartiment "ON" 257,2 millions d'euros de créances dont 10,0 millions d'euros ont été reçus en cash. Cette vente est avec recours et par conséquent reconsolidante au bilan ;
- dans le compartiment "OFF" 41,8 millions d'euros de créances qualifiées pour la déconsolidation car tous les risques associés sont substantiellement transférés.

Note 12 Autres actifs courants

(en millions d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014
Stocks	52,2	52,1
Etat - Créances de TVA	105,3	99,5
Charges constatées d'avance	284,7	200,9
Autres créances et actifs courants	357,9	270,8
Acomptes reçus	12,7	24,9
Total	812,8	648,2

Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	1 110,4	861,2
SICAV monétaires	825,6	759,1
Total	1 936,0	1 620,3

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, le Groupe peut à tout moment, investir dans des SICAV monétaires ou dans des comptes bancaires rémunérés ayant une maturité inférieure à trois mois.

Note 14 Engagements de retraite

Le montant total reconnu au bilan du Groupe au titre des régimes de retraites et assimilés s'élève à 1 025,2 millions d'euros.

Les actifs et passifs liés aux principaux plans de la zone Euro ont été réévalués au 30 juin 2015, dans la mesure où les taux d'actualisation de référence dans cette zone ont augmenté significativement depuis le 31 décembre 2014.

Les régimes situés au Royaume-Uni et en Suisse n'ont pas été remesurés en l'absence d'évaluation significative des taux.

Les taux d'actualisation suivants ont été utilisés :

en %	30 juin 2015	31 décembre 2014
Zone Euro (plans à long terme)	2,55%	2,20%
Zone Euro (autres plans)	2,05%	1,60%
Royaume-Uni	3,70%	3,70%

L'augmentation des taux d'actualisation de référence en zone Euro a entraîné une baisse de la provision pour engagements de retraite et assimilés au bilan de 57,0 millions d'euros, comptabilisée au sein des autres éléments du résultat global.

Au cours du premier semestre 2015, les avantages de retraite au sein des structures du siège ont été redéfinis tant en termes d'éligibilité que de formule de calcul des avantages. La réduction des engagements de 17,8 millions d'euros qui en a découlé a été enregistrée en moins des charges opérationnelles.

En Allemagne, la politique d'indexation des retraites a été revue pour refléter le fait que les retraites en cours de paiement ne seront pas augmentées de l'inflation lors des exercices où la situation financière des entités locales ne permet pas de financer le coût de cette indexation, ce qui a entraîné une réduction immédiate des charges opérationnelles de 7,0 millions d'euros. De surcroît, une nouvelle option de sortie en capital a été introduite dans le régime et le fait que les retraités optent pour un paiement de leurs rentes de manière non viagère a été reflété dans le calcul des obligations. Les effets respectifs de ces actions ont été une réduction des charges opérationnelles de 12,8 millions d'euros et une réduction des engagements de 22,0 millions d'euros enregistrée en autres éléments du résultat global.

Le montant total reconnu au bilan du Groupe au titre des régimes de retraites et assimilés s'élève à 1 025,2 millions d'euros au 30 juin 2015 comparé à 1 121,7 millions d'euros au 31 décembre 2014.

L'évolution des provisions de retraites au cours du semestre s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014
Montant reconnu dans les états financiers :		
Charges payées d'avance - régimes postérieurs à l'emploi	153,7	136,4
Charges à payer - régimes postérieurs à l'emploi & autres régimes à long terme	-1 178,9	-1 258,1
Montant total reconnu au bilan	-1 025,2	-1 121,7

L'impact net des régimes à prestations définies sur le compte de résultat du Groupe est le suivant :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015	Semestre clos le 30 juin 2014
Marge opérationnelle	4,2	-28,3
Autres produits et charges opérationnels	-1,5	-1,0
Résultat financier	-14,8	-7,0
Impact total sur le résultat	-12,1	-36,3

Note 15 Provisions

(en millions d'euros)	31 décembre 2014	Dota-tions	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Regroupement d'entreprises	Autres (*)	30 juin 2015	Cou-rantes	Non cou-rantes
Réorganisation	101,7	34,1	-53,4	-10,0	-	0,1	72,5	61,2	11,3
Rationalisation	33,6	6,3	-7,4	-6,0	-	2,0	28,5	9,4	19,1
Engagements sur projets	114,1	34,0	-36,2	-13,7	18,6	5,9	122,7	99,8	22,9
Risques et litiges	108,3	8,7	-8,5	-32,5	14,3	7,9	98,2	61,5	36,7
Total provisions	357,7	83,1	-105,5	-62,2	32,9	15,9	321,9	231,9	90,0

(*) Le poste Autres se compose principalement des ajustements de conversion des devises et des impacts des variations de périmètre de consolidation

Note 16 Passifs financiers

(en millions d'euros)	30 juin 2015
Trésorerie / (endettement) net(te) en début de période	989,1
Souscription des nouveaux emprunts	-946,0
Remboursement d'emprunts à long et moyen termes	12,5
Variation de trésorerie à court terme	251,9
Variation de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen termes	67,2
Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt	-0,2
Autres mouvements liés aux opérations de financement	-20,5
Trésorerie / (endettement) net(te) en fin de période	354,0

Au regard de l'acquisition des actifs de Xerox ITO, Atos a sécurisé la disponibilité des fonds à la date de conclusion de la transaction par le biais d'un tirage spécifique d'un mois sur la facilité de crédit pour un montant s'élevant à 1,8 milliard d'euros couvrant le prix d'achat. Une grande partie de ce montant devrait être remboursé le 29 juillet 2015 avec la trésorerie du Groupe.

Note 17 Fournisseurs et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014
Dettes fournisseurs	1 506,4	1 396,0
Dettes fournisseurs d'immobilisations	1,0	1,0
Dettes fournisseurs	1 507,4	1 397,0
Paiements d'avance nets	-12,7	-24,9
Charges constatées d'avance	-284,7	-200,9
Total	1 210,0	1 171,2
Ratio fournisseur en nombre de jours (DPO)	87	78

L'échéance des dettes fournisseurs et comptes rattachés est à moins d'un an.

Note 18 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

Investissements financiers nets

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2015 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2014 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2014 (12 mois)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières			
Xerox ITO	-811,0	-	-
Bull (fonds sous séquestre en vue de l'acquisition)	-	-628,3	-602,7
Cambridge Technology Partners (Europe Centrale et de l'Est)	-	-21,0	-21,0
SiT (Autriche)	-	-	2,2
Dépôts et garanties	-2,2	-16,0	-1,0
Autres	-3,9	-3,8	-11,0
Total décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-817,1	-669,1	-633,5
Trésorerie des sociétés acquises durant la période			
Bull	-	-	-9,5
Cambridge Technology Partners (Europe Centrale et de l'Est)	-	5,8	5,8
Total trésorerie des sociétés acquises durant la période	-	5,8	-3,7
Encaissements liés aux cessions financières			
Dépôts et garanties	1,0	16,8	4,4
Autres	4,9	1,4	4,6
Total encaissements liés aux cessions financières	5,9	18,2	9,0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-	2,5
Total dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-	2,5
Investissements financiers nets	-811,2	-645,1	-625,7

Trésorerie et équivalents de trésorerie net

(en millions d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014
Disponibilités et équivalents de trésorerie	1 936,0	1 620,3
Découverts	-61,9	-77,8
Total trésorerie et équivalents de trésorerie net	1 874,1	1 542,5

Note 19 Approbation des états financiers semestriels

Les comptes financiers semestriels ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 28 juillet 2015.

Note 20 Evènements post-clôture

En juillet, Atos a placé avec succès sur le marché Euronext Paris sa première émission obligataire. Cette émission s'est élevée à 600 millions d'euros avec une échéance de cinq ans et un taux de 2,375%.

C.5 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Atos S.E., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 juillet 2015

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Grant Thornton
*Membre français de Grant Thornton
International*

Jean-Pierre Agazzi

Victor Amselem

D GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

D.1 Renouvellement et nomination d'administrateurs

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société du 28 mai 2015 a approuvé l'ensemble des propositions de renouvellement de mandats d'administrateurs qui lui étaient soumises. A ce titre, elle a approuvé le renouvellement des mandats d'administrateur de Messieurs Thierry Breton (de nationalité française), Bertrand Meunier (de nationalité française) et Pasquale Pistorio (de nationalité italienne) et a ratifié la nomination de Madame Valérie Bernis (de nationalité française) en qualité d'administrateur.

A la suite des renouvellements des mandats des administrateurs, le Conseil d'administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale, a décidé de (i) renouveler Monsieur Thierry Breton en qualité de Président Directeur général pour toute la durée de son mandat d'administrateur, (ii) renouveler Monsieur Pasquale Pistorio dans ses fonctions d'administrateur référent et (iii) confirmer la composition des Comités du Conseil.

D.2 Composition du Conseil d'Administration

D.2.1 Composition au 30 juin 2015

A la date du dépôt de la présente actualisation du document de référence, le Conseil d'administration est composé des 11 administrateurs suivants, dont 8 indépendants :

Nom de l'administrateur	Date de première nomination ou du dernier renouvellement	Date d'échéance du mandat
M. Thierry BRETON	28 mai 2015	AG 2018
M. Nicolas BAZIRE*	27 mai 2014	AG 2017
Mme Valérie BERNIS*	28 mai 2015**	AG 2017
M. Roland BUSCH	27 mai 2014	AG 2017
Mme. Jean FLEMING	29 mai 2013	AG 2017
M. Bertrand MEUNIER*	28 mai 2015	AG 2018
Mme. Colette NEUVILLE*	27 mai 2014	AG 2017
Mme. Aminata NIANE*	29 mai 2013	AG 2016
Mme. Lynn PAINE*	29 mai 2013	AG 2016
M. Pasquale PISTORIO*	28 mai 2015	AG 2018
M. Vernon SANKEY*	29 mai 2013	AG 2016

* Administrateur indépendant

** Nommée à titre provisoire en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration lors de sa séance du 15 avril 2015, en remplacement de M. Michel Paris, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, et dont la nomination a été ratifiée par l'assemblée générale mixte du 28 mai 2015.

D.2.2 Indépendance des Administrateurs

Le paragraphe G.3.1.4 du Document de référence 2014 est complété par les éléments suivants, s'agissant du critère de 2% du chiffre d'affaires au regard duquel l'indépendance des administrateurs a été reconnue :

« Ce critère de chiffre d'affaires consolidé de 2% réalisé par la Société avec un groupe au sein duquel l'un des administrateurs exerce une fonction, a été fixé par le Conseil d'administration sur la recommandation du Comité des nominations et des rémunérations et après avis des administrateurs indépendants, au regard des spécificités de l'activité du groupe Atos, en particulier des procédures rigoureuses de soumission aux appels d'offres. Dans le cadre de la revue de l'indépendance réalisée en décembre 2014, les chiffres examinés par le Comité des nominations et des rémunérations puis présentés au Conseil d'administration ont fait apparaître que le montant des ventes du groupe Atos à l'un quelconque des groupes concernés était très inférieur à 1% du chiffre d'affaires consolidé du groupe Atos sur la période examinée de l'année 2014 (1^{er} janvier au 31 octobre 2014). En outre, le Conseil a tenu compte du caractère non significatif du lien d'affaires du point de vue de l'autre partie et de la nature des liens entretenus par les administrateurs avec les clients d'Atos concernés. »

D.3 Assemblée générale Mixte du 28 mai 2015

L'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2015 a adopté l'ensemble des résolutions proposées par le Conseil d'administration. Le résultat des votes de l'Assemblée Générale Mixte ainsi que la documentation relative à l'ensemble des résolutions adoptées est disponible sur le site internet de la Société atos.net, rubrique investisseurs.

D.4 Rémunération et actionnariat des dirigeants

D.4.1 Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 28 juillet 2015

Dans le cadre de l'autorisation donnée pour trente-huit mois par l'Assemblée générale mixte du 27 mai 2014 (vingt-deuxième résolution), le Conseil d'Administration, lors de la réunion du 28 juillet 2015, a décidé sur la recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, de procéder à l'attribution de 868 000 actions de performance ordinaires de la Société, à émettre au profit des premières lignes managériales d'Atos, incluant le dirigeant mandataire social.

Les conditions de performance du nouveau plan, à remplir sur les trois années 2015, 2016 et 2017, portent sur des critères internes financiers liés à la profitabilité, au flux de trésorerie disponible, et à la croissance du chiffre d'affaires identiques à ceux du précédent plan du 28 juillet 2014. A l'instar du plan du 28 juillet 2014, le plan prévoit également une condition externe, liée à la performance sociale et environnementale de l'entreprise.

Les caractéristiques du plan d'attribution d'actions de performance sont les suivantes :

- 1. Condition de présence :** sous réserve de certaines exceptions prévues dans le plan, l'attribution des actions de performance est conditionnée à la conservation de la qualité de salarié ou de mandataire social par le bénéficiaire pendant la période d'acquisition ;
- 2. Conditions de performance :** L'attribution des actions de performance est également soumise à la réalisation de conditions de performance suivantes, internes et externe, calculées sur les trois années 2015, 2016, et 2017.

Conditions de performance internes

Au titre de chacune des années 2015, 2016, et 2017 :

- le **free cash flow Groupe** (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes est au moins égal à l'un des deux montants suivants :
 - (i) **85%** du montant du free cash flow Groupe (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes, figurant dans le budget de la Société. Cette condition s'apprécie annuellement pour chacune des années 2015 et 2016, et sur la base du premier semestre pour l'année 2017.ou
 - (ii) le montant du free cash flow Groupe (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes, de la période précédente, **augmenté de 10%** ; la période précédente s'entend comme l'année précédente pour chacune des années 2015 et 2016, et comme le premier semestre 2016 pour le premier semestre 2017.
- la **marge opérationnelle Groupe** est au moins égale à l'un des deux montants suivants :
 - (i) 85% du montant de la marge opérationnelle Groupe figurant dans le budget de la Société. Cette condition s'apprécie annuellement pour chacune des années 2015 et 2016, et sur la base du premier semestre pour l'année 2017. ou
 - (ii) le montant de la marge opérationnelle Groupe de la période précédente **augmenté de 10%** ; la période précédente s'entend comme l'année précédente pour chacune des années 2015 et 2016, et comme le premier semestre 2016 pour le premier semestre 2017.

- la **croissance du chiffre d'affaires** pour les années 2015, 2016 et pour le premier semestre 2017 est au moins égale à l'un des deux montants suivants :
 - (i) taux de croissance figurant dans le budget de la Société moins un pourcentage fixé par le Conseil d'Administration; ou
 - (ii) taux de croissance annuel par référence aux objectifs de croissance du Groupe énoncés dans le cadre des orientations du plan triennal 2014-2016 (actualisées en juin 2015) et pour le premier semestre 2017.

Etant précisé, s'agissant des conditions de performance internes, que :

- s'agissant de 2015 et 2016, pour chaque année, au moins 2 des 3 critères doivent être remplis. Pour l'année 2015 si l'un d'entre eux n'est pas rempli, ce critère devient obligatoire pour l'année suivante ;
- s'agissant de 2017, au moins 2 des 3 critères doivent être remplis.

Condition de performance externe

Au titre des années 2015, 2016 et 2017 :

- au moins obtenir le rating GRI G4 « Comprehensive » (ancien GRI A) ;
- ou faire partie du Dow Jones Sustainability Index (Europe ou World) (évaluation annuelle).

La condition est remplie dès lors que ce critère est validé pour au moins deux années au cours de la période.

3. Périodes d'acquisition et de conservation :

L'attribution d'actions de performance décidée par le Conseil d'administration d'Atos SE du 28 juillet 2015 comporte deux plans (France et International). Les deux plans se distinguent selon que le bénéficiaire est un salarié lié à une société du groupe située en France ou à l'étranger.

Plan France : Les bénéficiaires d'actions de performance acquerront définitivement les actions en 2018, au plus tôt à l'une des deux dates suivantes : le 2 janvier 2018 ou à la date de validation du critère de performance externe pour 2017, si nécessaire. Il est précisé que ces actions de performance seront en outre soumises à la condition de présence précitée, sous réserve de certaines exceptions stipulées dans le plan ; les bénéficiaires seront en outre tenus de conserver leurs actions ainsi acquises pendant une période de deux ans suivant cette date. Le dirigeant mandataire social est bénéficiaire du plan France.

Plan International : Les bénéficiaires d'actions de performance salariés des sociétés du Groupe Atos dont le siège social est établi en dehors de la France, acquerront définitivement les actions de performance qui leur sont attribuées le 2 janvier 2020, sous réserve de l'atteinte des conditions de performance et de la condition de présence susvisée. Les actions ainsi acquises ne seront soumises à aucune obligation de conservation et seront immédiatement cessibles par leurs bénéficiaires.

4. Dispositions supplémentaires spécifiques applicables au dirigeant mandataire social :

Le Conseil d'administration a attribué 55 000 actions de performance au Président-directeur général. Ce montant prend en compte les recommandations du Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF à l'égard du dirigeant mandataire social, ainsi que les éléments de sa rémunération à trois ans tels qu'arrêtés par décision du Conseil d'administration et tels que confirmés par l'assemblée générale du 27 décembre 2013, et notamment que la part de la rémunération en titres du président Directeur Général ne dépasse pas 45% de sa rémunération totale annuelle.

Dans son analyse, le Conseil d'administration, sur l'avis du Comité des nominations et des rémunérations, a considéré les éléments suivants :

- l'attribution de 55 000 actions de performance au Président-directeur général représente environ 6,3% du nombre total d'actions attribuées ;
- le nombre d'actions attribué au Président-directeur général constitue une projection raisonnable, en cas d'augmentation du cours de l'action de la Société, afin de ne pas dépasser le seuil d'une rémunération en titres de 45% de sa rémunération totale annuelle;

- s'appliquera au dirigeant mandataire social l'obligation de conservation de 15% des actions de performance qui lui seraient attribuées pendant toute la durée de ses fonctions ;
- S'appliquera également l'interdiction de conclure toute opération financière de couverture sur les actions faisant l'objet de l'attribution durant toute la durée du mandat du Président Directeur Général.

D.4.2 Actions de performance devenues disponibles depuis le 1^{er} janvier 2015 pour le Président Directeur Général - Tableau AMF n°7

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les actions de performance attribuées le 24 juillet 2013, dans le cadre du plan France, dont les conditions de performance étaient relatives aux années 2013 et 2014, et dont le Président Directeur Général a été attributaire, ont été définitivement acquises. Les conditions d'acquisition sont détaillées dans le Document de Référence 2014, au paragraphe G.4.3.2. Les bénéficiaires sont en outre tenus de conserver leurs actions ainsi acquises pendant une période de deux ans, les actions deviendront disponibles le 24 juillet 2017.

	Date du plan	Nombre d'actions définitivement acquises depuis le 1 ^{er} Janvier 2015	Date d'acquisition	Nombre d'actions devenues disponibles depuis le 1 ^{er} janvier 2015	Date de disponibilité
Président Directeur Général	24 juillet 2013	45 000	24 juillet 2015	0	24 juillet 2017

D.4.3 Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1^{er} janvier 2015 par le Président Directeur Général - Tableau AMF n°5

Nom du dirigeant	Date du plan (date d'attribution)	Nombre d'options de souscription levées depuis le 1 ^{er} janvier 2015	Prix d'exercice en euros
Thierry Breton Président Directeur Général	PLAN 12.23.08 Tranche 3	200 130	26,4
Total		200 130	

A l'issue des levées des 200 130 options de souscription d'actions, telles que mentionnées ci-dessus, le Président Directeur Général a procédé le 5 janvier 2015 à la cession de 4 130 actions.

Le Président Directeur Général a également procédé à la cession de 5 000 actions non soumises à obligation de conservation le 19 mai 2015.

A l'issue de ces opérations et de celles mentionnées au paragraphe D.4.2 ci-dessus, le Président Directeur Général détient, à la date du présent document, 532 914 actions issues de levées d'options. Il possède par ailleurs 65 000 actions de performance définitivement acquises au titre du plan du 22 décembre 2011 (celles-ci deviendront cessibles pour 50% le 22 décembre 2015 et pour les 50% restants le 17 mars 2016) et 45 000 actions de performance définitivement acquises au titre du plan du 24 juillet 2013 (celles-ci deviendront cessibles le 24 juillet 2017).

D.5 Emission obligataire

La Société a procédé le 26 juin 2015 au placement de sa première émission obligataire.

L'emprunt obligataire, dont le montant s'élève à 600 millions d'euros, arrive à échéance en 2020, et porte intérêt au taux fixe de 2,375%. La Société ainsi que l'emprunt obligataire ne font pas l'objet d'une notation.

Cette première transaction sur le marché obligataire, qui confirme la confiance des investisseurs dans la stratégie du Groupe, permet à Atos de diversifier ses sources de financement à des conditions avantageuses et d'allonger la maturité moyenne de sa dette, dans le cadre de son plan triennal 2014-2016.

L'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n°15-319 en date du 29 juin 2015 sur le prospectus de cette émission obligataire.

Les obligations ont été admises aux négociations sur Euronext Paris à compter du 2 juillet 2015, date de règlement-livraison.

E EVOLUTION DU CAPITAL

E.1 Informations de base

Les actions d'Atos SE sont cotées sur le marché Euronext Paris sous le code ISIN FR0000051732. Les actions sont cotées à Paris depuis 1995, elles ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché.

E.1.1 Transactions des titres (Euronext)

Nombre de titres	: 103 119 075
Classification sectorielle	: Technologie de l'information
Indice principal	: CAC AllShares
Autres indices	: CAC IT, CAC IT20, CAC Next20, Euronext 100, SBF120
Marché	: Euronext Paris Compartiment A
Place de cotation	: Euronext Paris (France)
Code	: ATO (Euronext)
Code ISIN	: FR0000051732
Eligibilité PEA/SRD	: oui/ oui

Les codes les plus courants sont les suivants :

Source	Codes	Source	Codes
Euronext	ATO	Reuters	ATOS.PA
AFP	ATO	Thomson	ATO FR
Bloomberg	ATO FP		

La classification sectorielle sur Euronext est la suivante :

Euronext: Secteur Classification Industrie Classification

9000 AEX Technology
 9530 AEX Software and Computer services
 9533 Computer Services

Les titres font partie des indices suivants :

Indice	Type	Code ISIN	Place de marché
Euronext (Compartiment A)	Indice global		Paris-Amsterdam-Bruxelles-Lisbonne
Euronext CAC 70	Indice global		Paris-Amsterdam-Bruxelles-Lisbonne
Euronext 100	Indice global	FR0003502079	Paris-Amsterdam-Bruxelles-Lisbonne
SBF 80	Indice global	FR0003999473	Paris PX8
SBF 120	Indice global	FR0003999481	Paris PX4
SBF 250	Indice global	FR0003999499	Paris PX5
CAC IT20	Indice sectoriel	QS0010989091	Paris CIT20
CAC IT	Indice sectoriel	FR0003501980	Paris PXT
DJ Euro Stoxx Techno	Indice sectoriel	EUR0009658541	Germany-Xetra SX8E
CAC Technology	Indice sectoriel	QS0011017827	Paris
CAC Software & Computer Services	Indice sectoriel	FR0000051732	Paris
Développement durable : DJSI World, FTSE4Good, Ethibel Excellence (à la fois Eurozone et Europe), Vigeo.			

E.1.2 Evolution du flottant

Le flottant des actions du Groupe exclut les participations détenues par l'actionnaire de référence, Siemens AG, détenant une participation de 12,11% du capital qu'il s'est engagé à conserver jusqu'au 30 juin 2016.

Financière Daunou 17 a déclaré le 3 mars 2015 à l'Autorité des marchés financiers avoir franchi à la baisse le seuil des 5% du capital et des droits de vote de la Société à la suite de la cession de 9 200 000 actions de la Société hors marché dans le cadre d'une procédure d'« Accelerated Book Building ».

Aucun autre actionnaire n'a annoncé détenir plus de 5% du capital de la Société. Les participations détenues par les salariés sont également exclues du flottant.

<i>Au 30 juin 2015</i>	Actions	% du capital	% des droits de vote
Auto détention	1 229 264	1,2%	0,0%
Siemens	12 483 153	12,1%	12,3%
Conseil d'administration	606 962	0,6%	0,6%
Salariés	2 738 202	2,7%	2,7%
Flottant	86 061 494	83,5%	84,5%
Total	103 119 075	100.0%	100,0%

E.2 Dividendes

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires réunie le 28 mai 2015 a approuvé la mise en paiement en 2015 d'un dividende de 0,80 euro par action au titre du résultat de l'exercice 2014, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions.

Au titre des trois derniers exercices, les dividendes ont été les suivants :

Exercice	Dividende versé par action (en euros)
2014	0,80 euro
2013	0,70 euro
2012	0,60 euro

E.3 Calendrier financier

22 octobre 2015 Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2015

E.4 Contacts

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information, contacter :

Gilles Arditti, Directeur exécutif des Relations Investisseurs & de la Communication Financière
Tel +33 (0) 1 73 26 00 66
gilles.arditti@atos.net

Benoit d'Amécourt, Responsable Relations Investisseurs
+33 (0)1 73 26 02 27
benoit.damecourt@atos.net

Ou envoyer toute demande d'information à l'adresse : investors@atos.net.

E.5 Capital

E.5.1 Capital au 30 juin 2015

Au 30 juin 2015, sur la base d'une décision de constatation du Président Directeur Général en date du 3 juillet 2015, le capital social de la Société s'élevait à 103 119 075 euros, divisé en 103 119 075 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Depuis le 31 décembre 2014, le capital a été augmenté de 1 786 548 euros, correspondant à l'émission de 1 786 548 actions nouvelles se répartissant comme suit :

- 999 316 actions nouvelles résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 36 452 182,1 euros
- 787 232 actions nouvelles résultant du paiement du dividende relatif à l'exercice 2014 en actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 49 107 532,16 euros.

E.5.2 Pacte d'actionnaires

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre accord susceptible d'avoir une incidence significative en cas d'offre publique sur le capital social de la Société que ceux mentionnés dans le Document de Référence 2014, en partie G.7.7.5.

E.5.3 Auto-détention

E.5.3.1 Le cadre juridique

La 12^{ème} résolution votée par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2015 a renouvelé, au bénéfice du Conseil d'administration, l'autorisation d'acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions. Ces rachats ne peuvent porter sur plus de 10% des actions composant le capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'assemblée générale, étant précisé que s'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Ces achats peuvent être effectués en vertu de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

- de les conserver et de les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le respect des pratiques de marché admises par l'AMF, étant précisé que le montant maximum d'actions acquises par la Société à cet effet ne peut excéder 5% du capital,
- d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF,
- de les attribuer ou de les céder aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues ou admises par les dispositions légales et réglementaires applicables notamment dans le cadre (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, (iii) d'attribution gratuite d'actions notamment dans le cadre prévu par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et (iv) de plans d'actionnariat de droit français ou étranger, notamment dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration appréciera,
- de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration appréciera, ou

- de les annuler totalement ou partiellement par voie de réduction du capital social en application de la 13ème résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2015.

Le prix d'achat maximum par action est fixé à 100 euros (hors frais).

Le Conseil d'Administration peut ajuster le prix d'achat susmentionné en cas d'incorporation de primes, de réserves ou de bénéfices, donnant lieu, soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximum de fonds destinés au programme de rachat s'élève en conséquence à 1 013 325 270 euros, tel que calculé sur la base du capital social au 31 décembre 2014, ce montant maximum pouvant être ajusté pour tenir compte du montant du capital au jour de l'assemblée générale.

Cette autorisation a été octroyée pour une durée de dix-huit (18) mois à compter du 28 mai 2015.

E.5.3.2 L'auto-détention

Au 30 juin 2015, la Société détenait 1 229 264 actions soit 1,19% du capital représentant une valeur de portefeuille de 82 336 102,72 euros sur la base du cours de la bourse du 30 juin 2015 et une valeur comptable de 77 390 704,79 euros. Ces actions sont affectées à l'allocation d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou de son Groupe et correspondent à la couverture des engagements relatifs aux plans LTI et MIP.

E.5.4 Effet potentiel futur sur le capital

E.5.4.1 Actions potentielles

Sur la base de 103 119 075 actions émises, le capital social pourrait être augmenté au 30 juin 2015 jusqu'à un maximum de 1 697 692 d'actions nouvelles, soit 1,6% du capital social avant dilution. Cette dilution pourrait intervenir du fait de l'exercice des options de souscription d'actions attribuées aux salariés. Les actions de performance ne sont pas considérées comme potentiellement dilutives, le Groupe prévoyant d'acheter sur le marché les actions à livrer aux employés. Ainsi, la dilution potentielle est calculée comme suit :

<i>En nombre d'actions</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014	Variation	% dilution
Nombre d'actions émises	103 119 075	101 332 527	1 786 548	
Options de souscription d'actions	1 697 692	2 806 747	-1 109 055	1,6%
Dilution potentielle	1 697 692	2 806 747	-1 109 055	1,6%
Total du capital potentiel	104 816 767	104 139 274	677 493	

Evolution des options de souscription d'actions

Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2014	2 806 747
Options de souscription attribuées au premier semestre 2015	0
Options de souscription exercées au premier semestre 2015	999 316
Options de souscription périmées ou déchues au premier semestre 2015	109 739
Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2015	1 697 692

E.5.4.2 Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières

Au regard des résolutions votées par l'Assemblée Générale du 28 mai 2015, les autorisations d'intervenir sur le capital social et d'émettre des actions et autres valeurs mobilières en cours de validité sont les suivantes à la date du présent document :

Autorisation (en euros)	Montant des autorisations (valeur nominale)	Utilisation des autorisations (valeur nominale)	Solde non utilisé (valeur nominale)	Date d'expiration de l'autorisation
A.G.E. 28 mai 2015 12 ^{ème} résolution Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions	10% du capital ajusté à tout moment	0	10%	28/11/2016 (18 mois)
A.G.E. 28 mai 2015 13 ^{ème} résolution Réduction de capital	10% du capital ajusté au jour de la réduction	0	10% du capital ajusté au jour de la réduction	28/11/2016 (18 mois)
A.G.E. 28 mai 2015 14 ^{ème} résolution Augmentation de capital réservée aux salariés (*)	2 045 885	0	2 045 885	28/07/2017 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 15 ^{ème} résolution Augmentation de capital avec DPS	29 878 460	0	29 878 460	27/07/2016 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 16 ^{ème} résolution Augmentation de capital sans DPS par offre au public (*) (**)	9 959 486	0	9 959 486	27/07/2016 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 17 ^{ème} résolution Augmentation de capital sans DPS par placement privé (*) (**)	9 959 486	0	9 959 486	27/07/2016 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 18 ^{ème} résolution Augmentation de capital sans DPS en vue de rémunérer des apports en nature (*) (**)	9 959 486	0	9 959 486	27/07/2016 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 19 ^{ème} résolution Augmentation du nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec ou sans DPS (*) (**) (***)	Extension de 15% maximum de l'émission initiale	0	Extension de 15% maximum de l'émission initiale	27/07/2016 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 20 ^{ème} résolution Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres (*)	29 878 460	0	29 878 460	27/07/2016 (26 mois)
A.G.E. 27 mai 2014 22 ^{ème} résolution Attribution d'actions de performance aux salariés et mandataires sociaux	995 948	868 000	127 948	27/07/2017 (38 mois)

A.G.E. 29 mai 2013				
15 ^{ème} résolution	1 031 190	691 000	340 190	29/07/2016 (38 mois)
Attribution d'actions de performance aux salariés et mandataires sociaux				

(*) Toute augmentation de capital au titre des 16^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème}, 19^{ème}, 20^{ème} résolutions de l'AGM du 27 mai 2014 et de la 14^{ème} résolution de l'AGM du 28 mai 2015 s'imputera sur le plafond fixé à la 15^{ème} résolution de l'AGM du 27 mai 2014.

(**) Les augmentations de capital effectuées sans droit préférentiel de souscription au titre des 16^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème} et 19^{ème} résolutions de l'AGM du 27 mai 2014 sont soumises à un sous-plafond global correspondant à 10% du capital de la Société au jour de l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2014 (soit un montant nominal de 9 959 486 euros). Toute augmentation de capital en vertu desdites résolutions s'imputera sur ce sous-plafond global.

(***) L'émission supplémentaire s'impute (i) sur le plafond de la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale, (ii) sur le plafond global prévu à la 15^{ème} résolution de l'AGM du 27 mai 2014, et (iii) dans l'hypothèse d'une augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription, sur le montant du sous-plafond mentionné au point (**) ci-dessus.

Le nombre d'actions nouvelles autorisées pouvant être émises dans le cadre des délégations de compétence susvisées (la 19^{ème} résolution de l'Assemblée Générale du 27 mai 2014 étant mise à part) s'élève à 31 905 599,83, ce qui représente 31,49% du capital social mis à jour le 30 juin 2015.

E.5.5 Principaux événements boursiers du premier semestre 2015 et post-clôture

Janvier

Atos a dévoilé sa vision dans *Ascent Journey 2018 – the 3rd digital revolution – agility and fragility*, et anticipe les transformations technologiques qui façonneront le monde des entreprises d'ici à 2018. Cette analyse est le fruit de recherches approfondies menées par les 100 meilleurs experts en technologies de la communauté scientifique d'Atos.

Février

Le **18 février**, Atos a annoncé ses résultats annuels 2014. Le chiffre d'affaires a atteint 9 051 millions d'euros, +5,1% par rapport à 2013 et -1,1% à périmètre et taux de change constants. Au cours du quatrième trimestre, l'évolution organique du chiffre d'affaires a été de +0,1%. La marge opérationnelle a été de 701,9 millions d'euros, représentant 7,8% du chiffre d'affaires, par rapport à 7,5% en 2013. Les prises de commandes ont atteint 9,1 milliards d'euros, soit un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires de 101%. Le carnet de commandes s'est accru de +0,9 milliard d'euros à 16,2 milliards d'euros, représentant 1,7 année de chiffre d'affaires. La trésorerie nette du Groupe a atteint 989 millions d'euros fin 2014. Le Groupe a généré en 2014 un flux de trésorerie disponible de 367 millions d'euros, par rapport à 365 millions d'euros en 2013. Le résultat net s'est établi à 283 millions d'euros, en hausse de +8,8% par rapport à 2013 et le résultat net part du Groupe a été de 265 millions d'euros, en hausse de +1,4%. Le Groupe a annoncé son objectif 2015 d'augmentation du chiffre d'affaires et de la profitabilité, en ligne avec le plan à trois ans et en s'appuyant sur les réalisations de 2014.

Le **25 février**, PAI Partners a vendu à des investisseurs, dans le cadre d'un placement par constitution d'un livre d'ordres accélérée, la majeure partie de sa participation dans Atos SE, soit 9 200 000 actions représentant 9% du capital, à un prix par action de 63,25 euros.

Atos et EMC ont annoncé le **26 février** leur projet de renforcer leur alliance stratégique. Atos a décidé de réintégrer l'entité Canopy au sein du Groupe. EMC et VMware projettent de poursuivre leur investissement stratégique de long-terme avec Atos en devenant désormais actionnaires du Groupe. Ces évolutions permettront de poursuivre la forte coopération et le soutien d'EMC et de VMware avec Canopy, tout en renforçant le partenariat entre la fédération EMC (sociétés alignées au plan stratégique) et la division d'Atos Conseil & Intégration de Systèmes ainsi que celle nouvellement créée Big Data & Cyber-sécurité.

Avril

Atos a annoncé le **22 avril** son chiffre d'affaires pour le premier trimestre 2015. Au premier trimestre, le chiffre d'affaires a atteint 2 427 millions d'euros, soit +17,6% par rapport au premier trimestre 2014 et en hausse de +0,2% à périmètre et taux de change constants. Les prises de commandes ont atteint 2 198 millions d'euros, en hausse de +31,5% par rapport au premier trimestre 2014, soit un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires de 91%. Le carnet de commandes s'est élevé à 16,6 milliards d'euros, représentant 1,7 année de chiffre d'affaires. Le montant total pondéré des propositions commerciales s'est élevé à 5,6 milliards d'euros, soit 6,7 mois de chiffre d'affaires.

Mai

L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires d'Atos SE s'est réunie le **28 mai** sous la présidence de Thierry Breton, Président Directeur Général de la Société. La totalité des résolutions proposées par le Conseil d'administration a été adoptée. L'Assemblée Générale a notamment approuvé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2014, le versement d'un dividende de 0,80 € par action, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions ou en numéraire. L'Assemblée Générale a également renouvelé les mandats d'administrateur de Messieurs Thierry Breton, Bertrand Meunier et Pasquale Pistorio et ratifié la nomination de Madame Valérie Bernis en qualité d'administrateur.

Juin

Atos a tenu le **18 juin** en son siège à Bezons (France) une journée destinée aux analystes afin de présenter son nouveau profil et positionnement. A mi-parcours de son plan à 3 ans s'achevant en décembre 2016, Atos a accéléré sa transformation avec la réalisation de l'introduction en bourse de Worldline, l'intégration des opérations et des technologies de Bull et l'annonce du projet d'acquisition de Xerox ITO en Amérique du Nord.

Le Groupe a présenté une actualisation des objectifs « Ambition 2016 » à mi-parcours du plan à 3 ans 2014-2016 et en tenant compte de ses récentes réalisations. Par rapport à 2014, le groupe ambitionne de doubler son résultat net part du Groupe à environ 530 millions d'euros en 2016. Cette forte croissance sera portée par l'amélioration de la profitabilité, l'accroissement de la marge opérationnelle liée aux effets de périmètre, la baisse des coûts de réorganisation et un nouveau profil fiscal.

Atos a annoncé avoir réalisé avec succès le placement de sa première émission obligataire le **26 juin**. Le montant initialement prévu a été largement sursouscrit par une base large et diversifiée d'investisseurs institutionnels européens, ce qui a permis à Atos d'augmenter la taille de l'émission de 500 à 600 millions d'euros. L'emprunt obligataire totalise 600 millions d'euros avec une maturité de 5 ans et porte intérêt au taux fixe de 2,375%.

Le **30 juin**, Atos a finalisé l'acquisition de Xerox ITO qui renforce sa position de leader mondial dans les services numériques, pour un prix d'acquisition a totalisé 966 millions de dollars US (811 millions d'euros). Avec un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de dollars, l'Amérique du Nord devient la première zone géographique d'Atos dans laquelle le Groupe se positionne désormais en neuvième place dans les services d'externalisation informatique.

Juillet

Le **29 juillet** Atos a annoncé ses résultats pour le premier semestre 2015. Le chiffre d'affaires a atteint 4 941 millions d'euros, soit +18% par rapport au premier semestre 2014 et en hausse de +0,3% à périmètre et taux de change constants. La croissance organique au deuxième trimestre 2015 a été de +0,3%, confirmant la tendance positive enregistrée au quatrième trimestre 2014 (+0,1% de croissance organique) et au premier trimestre 2015 (+0,2% de croissance organique). La marge opérationnelle a été de 345,6 millions d'euros, en hausse de +26% par rapport à l'an dernier et représentant 7,0% du chiffre d'affaires, soit une amélioration de +60 points de base à périmètre et taux de change constants. Le résultat net a été de 138 millions d'euros, en hausse de +79% par rapport à 2014 et le résultat net part du Groupe a été de 123 millions d'euros, en progression de +61% d'une année sur l'autre. Le flux de trésorerie disponible a totalisé 141 millions d'euros pour le premier semestre 2015 et la trésorerie nette du Groupe s'est élevée à 354 millions d'euros au 30 juin 2015. L'activité commerciale a été forte au deuxième trimestre avec un ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires de 115% conduisant à 103% sur le semestre pour des prises de commandes à 5 088 millions d'euros.

F FACTEURS DE RISQUES

La Société a mené une revue des risques qui pouvaient avoir un impact significatif sur son activité ou ses résultats (ou sa capacité à atteindre ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs que ceux détaillés dans le document de référence d'Atos déposé le 1^{er} avril 2015 à l'AMF.

Atos est un groupe international qui opère dans 66 pays (au 30 juin 2015). Dans un grand nombre de ces pays, il n'existe aucun litige dans lequel le groupe serait partie. Dans d'autres juridictions, seul un faible nombre de réclamations ont été formulées, ou d'actions impliquant le Groupe.

Cela résulte en partie de l'incitation à l'auto-assurance, mais aussi de la forte promotion de la qualité des services rendus par le Groupe et de l'intervention d'une Direction de Gestion des Risques entièrement dédiée au suivi des contrats, depuis l'offre commerciale jusqu'à la livraison des services. Ce suivi permet une alerte en amont des problèmes ou litiges potentiels. Tous les litiges et réclamations potentiels sont rapportés, suivis et gérés, de manière appropriée, à chaque stade de leur progression.

Au cours du premier semestre 2015, le nombre de litiges impliquant le Groupe a légèrement augmenté. Au regard de sa taille et de son chiffre d'affaires, le niveau de contentieux demeure peu élevé.

La Direction Générale considère que des provisions suffisantes ont été constituées.

Le montant total des provisions pour litiges dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2015 pour couvrir les litiges et réclamations identifiés (y compris ceux relatifs à Bull), s'élevait à 104,7 millions d'euros (y compris les provisions pour réclamations fiscales et en matière de contributions sociales, mais excluant les litiges en matière de droit social).

F.1 Litiges en matière fiscale et de contributions sociales

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges, réclamations et audits habituels en matière fiscale et de contributions sociales. De tels litiges sont généralement résolus par le biais de procédures administratives non contentieuses.

Certaines réclamations en matière fiscale et de contributions sociales sont localisées au Brésil, où Atos est tantôt défendeur tantôt requérant. De tels litiges sont courants pour les sociétés opérant dans cette région. Les procédures sont habituellement longues. Dans d'autres juridictions, ces réclamations sont habituellement réglées par le biais de procédures administratives simples non contentieuses.

Le montant total des provisions pour les litiges en matière fiscale et de contributions sociales (y compris ceux relatifs à Bull), figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2015, était de 23,33 millions d'euros.

F.2 Litiges en matière commerciale

Il existe un faible nombre de litiges en matière commerciale eu égard à la taille des activités du Groupe.

Le groupe fait l'objet d'un faible nombre de litiges en matière de propriété intellectuelle, de nature spéculative, portant sur des réclamations fortement surévaluées et sans fondement.

Un certain nombre d'importants litiges commerciaux existent dans des juridictions variées que le Groupe a intégrées à la suite des acquisitions de Siemens IT Solutions ans Services et de Bull. Certains de ces litiges concernent des actions intentées par le Groupe, et un certain nombre de litiges ont été résolus avec succès.

Le montant total des provisions pour les litiges en matière commerciale, figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2015, était de 81,4 millions d'euros.

F.3 Litiges en matière sociale

Le Groupe emploie plus de 80 000 salariés. Il existe relativement peu de litiges en matière sociale. Dans la plupart des juridictions il n'existe pas ou très peu de litiges. L'Amérique Latine est la seule région où il existe un nombre important de litiges mais ceux-ci sont de faible valeur et habituels pour des sociétés opérant dans cette région.

Le Groupe est partie en qualité de défendeur à quelques litiges en matière sociale de valeur plus importante, situés essentiellement en Amérique du sud. De l'avis du Groupe ces litiges sont pour la plupart dépourvus en tout ou partie de fondement et font l'objet d'une provision adaptée.

Il existe 21 litiges à l'encontre du Groupe dont la demande est supérieure à 300 000 euros. Le montant total des provisions pour ces litiges, figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2015, était de 2,2 millions d'euros.

F.4 Garanties de passif

Le Groupe n'est partie à aucun litige significatif relatif à la mise en jeu d'une garantie de passif à la suite d'opérations de cessions et/ou d'acquisitions.

F.5 Autres

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure administrative, gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, en cours ou potentielle, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

G IMPLANTATIONS

Siège social

Atos
River Ouest
80, quai Voltaire
95 877 Bezons Cedex
Tel.: +33 1 73 26 00 00

Amériques

Argentine

Brésil

Canada

Chili

Colombie

Etats-Unis

Mexique

Uruguay

Asie-Pacifique

Australie

Chine

Hong Kong

Indonésie

Japon

Malaisie

Nouvelle-Zélande

Philippines

Singapour

Taiwan

Thaïlande

Europe

Allemagne

Andorre

Autriche

Belgique

Bulgarie

Chypre

Croatie

Danemark

République tchèque

Espagne

Estonie

Finlande

France

Grèce

Hongrie

Italie

Irlande

Lituanie

Luxembourg

Pays-Bas

Pologne

Portugal

Roumanie

Royaume-Uni

Russie

Serbie

Slovaquie

Suède

Suisse

Inde, Moyen-Orient & Afrique

Afrique du Sud

Algérie

Arabie Saoudite

Bénin

Burkina Faso

Cote d'Ivoire

Egypte

Etats Arabes Unis

Gabon

Inde

Liban

Madagascar

Mali

Maroc

Maurice

Qatar

Sénégal

Turquie

H TABLE DES MATIERES DETAILLEE

Sommaire.....	2
A Personnes responsables	3
A.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence	3
A.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence	3
A.3 Responsables du contrôle des comptes	3
B Atos au premier semestre 2015	4
C Finance	6
C.1 Revue opérationnelle.....	6
C.1.1 Synthèse.....	6
C.1.2 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants	8
C.1.3 Evolution du profil de chiffre d'affaires	10
C.1.4 Performance par Ligne de Services	11
C.1.4.1 Infogérance	11
C.1.4.2 Conseil & Intégration de Systèmes	12
C.1.4.3 Big Data & Cyber-sécurité	13
C.1.4.4 Worldline.....	13
C.1.5 Performance par entité opérationnelle.....	14
C.1.5.1 Royaume-Uni & Irlande	14
C.1.5.2 France	15
C.1.5.3 Allemagne	16
C.1.5.4 Benelux & Pays Nordiques	17
C.1.5.5 Amérique du Nord	17
C.1.5.6 Autres entités opérationnelles	18
C.1.5.7 Structures globales.....	18
C.1.6 Chiffre d'affaires par marché	18
C.1.7 Prises de commandes	19
C.1.7.1 Prises de commandes et ratio de prises de commande	19
C.1.7.2 Carnet de commandes total	19
C.1.7.3 Propositions commerciales.....	19
C.1.8 Gestion des Ressources Humaines.....	20
C.1.8.1 Evolution de l'effectif	20
C.1.8.2 Variation de périmètre	20
C.1.8.3 Recrutements	20
C.1.8.4 Départs.....	20
C.1.8.5 Restructurations et licenciements	21

C.2	Objectifs 2015	21
C.3	Revue financière	22
C.3.1	Etat du résultat global	22
C.3.1.1	Marge opérationnelle	22
C.3.1.2	Autres produits et charges opérationnels	22
C.3.1.3	Résultat financier	23
C.3.1.4	Impôt	23
C.3.1.5	Participations ne donnant pas de contrôle.....	23
C.3.1.6	Résultat net normalisé	24
C.3.1.7	Résultat net par action (RNPA) semestriel	24
C.3.2	Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette.....	25
C.3.3	Résultats de la société mère	27
C.4	Etats financiers consolidés résumés semestriels	28
C.4.1	Compte de résultat consolidé semestriel	28
C.4.2	Etat du résultat global semestriel	29
C.4.3	Etats consolidés semestriels de la situation financière	30
C.4.4	Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel	31
C.4.5	Variation semestrielle des capitaux propres consolidés.....	32
C.4.6	Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels	33
C.4.6.1	Base de préparation.....	33
C.4.6.2	Principes comptables significatifs.....	34
C.4.6.3	Annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels.....	35
C.5	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015	50
D	Gouvernance d'entreprise.....	51
D.1	Renouvellement et nomination d'administrateurs	51
D.2	Composition du Conseil d'Administration	51
D.2.1	Composition au 30 juin 2015	51
D.2.2	Indépendance des Administrateurs	51
D.3	Assemblée générale Mixte du 28 mai 2015.....	52
D.4	Rémunération et actionnariat des dirigeants.....	52
D.4.1	Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 28 juillet 2015.....	52
D.4.2	Actions de performance devenues disponibles depuis le 1 ^{er} janvier 2015 pour le Président Directeur Général - Tableau AMF n°7	54
D.4.3	Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1 ^{er} janvier 2015 par le Président Directeur Général - Tableau AMF n°5	54
D.5	Emission obligataire	54

E	Evolution du capital	55
E.1	Informations de base.....	55
E.1.1	Transactions des titres (Euronext).....	55
E.1.2	Evolution du flottant	56
E.2	Dividendes	56
E.3	Calendrier financier	56
E.4	Contacts	56
E.5	Capital.....	57
E.5.1	Capital au 30 juin 2015.....	57
E.5.2	Pacte d'actionnaires.....	57
E.5.3	Auto-détention.....	57
E.5.3.1	Le cadre juridique.....	57
E.5.3.2	L'auto-détention.....	58
E.5.4	Effet potentiel futur sur le capital	58
E.5.4.1	Actions potentielles.....	58
E.5.4.2	Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières	59
E.5.5	Principaux événements boursiers du premier semestre 2015 et post-clôture.....	60
F	Facteurs de risques	62
F.1	Litiges en matière fiscale et de contributions sociales	62
F.2	Litiges en matière commerciale.....	62
F.3	Litiges en matière sociale.....	63
F.4	Garanties de passif	63
F.5	Autres	63
G	Implantations	64
H	Table des matières détaillée	65